# l'éditorial d'Arlette Laguiller en page 3



Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1579 – 16 octobre 1998 – prix : 9F

Lycées, Santé, Transports en commun...

LE RAS-LE-BOL DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

IL FAUT EMBAUCHER MASSIVEMENT DANS LES SERVICES PUBLICS!

Vers une nouvelle crise sur le continent américain?

M 6189 - 1579 - 9,00 F

Échos des entreprises
Renault, SNCF, La Poste,
Hôpitaux, Télécoms,
Delachaux, Carnaud,
Chausson... p. 12 à 16

#### **SOMMAIRE**

#### Leur société

- 4 Fermetures de maternités Sogerma Toulouse Colomiers
- Rédétar Ile-de-la-Réunion
- 5 Un « pacs » de travers Sans-papiers: un arbitraire inacceptable

#### **Enseignement**

5 – Les lycéens dans la rue

#### Tribune

6 – Jospin dans le pétrin

#### Dans le monde

- 7 Kosovo: les grandes puissances gesticulent, les massacres continuent
- Bruits de bottes autour du Kosovo (éditorial des bulletins d'entreprise)
- 8/9 Crise financière: une menace pour tout le continent américain
  - Italie: la scission de « Rifondazione » n'a pas sauvé Prodi Algérie: il y a 10 ans,
  - l'armée massacrait la jeunesse des quartiers pauvres

#### Dans les entreprises

- 10/11 La SNCF: • Un service public qui
  - réduit sans cesse le nombre de ses travailleurs • Jospin aux cheminots en grève: vive l'ordre!
  - Les contrôleurs d'Austerlitz en grève Les patrons du nettoyage veulent imposer plus
- de flexibilité 12 – Levi-Strauss (La Bassée
  - Nord) GEMS: Buc (Yvelines)
- Base Intermarché Amilly (Loiret)
- 13 ETG (ex-Chausson) Gennevilliers Renault Flins (Yvelines)
- 14 La Poste Arles (Bouches-du-Rhône)
  - La Poste Paris 9° - La Poste - Centre de Tri du Landy (Paris 18°)
  - France Télécom Lyon
- 15 Centre hospitalier de Roubaix Manifestation des aides
  - soignantes Caisse d'Allocations
  - familiales de l'Essonne RATP Ateliers de Championnet (Paris 18°)
- 16 Arnaques patronales aux subventions publiques et protestations de LO aux Conseils Régionaux: Carnaud Metalbox (Nord-Pas-de-Calais) Bouygues Télécom

## Espagne NOYES POUR LE PROFIT



C'est uniquement pour qualifié de « grave erreur ». petit ont dit plusieurs resgagner davantage d'argent diverses autorités ont provoqué le naufrage du petit navire « La Oca » sur un lac de Catalogne, en Espagne.

Le bilan est terrible, vingt morts noyés et vingt blessés, sur 141 passagers, et cela à quelques mètres du rivage.

On ne sait pas encore tout, l'enquête est en cours, mais on a déjà appris pas mal de choses. D'abord le nombre des passagers était en principe limité à 80. Or il y en avait pas loin de deux fois plus. Pas de contrôle du nombre des billets de la part de l'exploitant ni de la municipalité qui avait accordé la licence d'exploitation. Pas non plus de policiers en vue ce jour là, ce que le maire a

Un ingénieur naval a révéque divers patrons et lé que le navire avait été modifié de manière artisanale au niveau du moteur et de la structure, en créant notamment des ouvertures au ras de l'eau, afin de gagner en rapidité et en capacité.

C'est sans doute la combinaison de tous ces éléments qui a provoqué le naufrage en quelques minutes, lorsque le pilote, se rendant compte d'un problème, a voulu faire une marche arrière pour revenir au rivage. L'eau s'est engouffrée par la poupe, le navire s'est enfoncé, et nombre de passagers, la plupart des retraités, engoncés dans des vêtements lourds et encombrés de bagages sont resté coincés. C'était le Titanic en plus

capés. D'une certaine manière c'est vrai, puisque dans les deux cas c'est pour les profits qu'on a sacrifié la sécurité et fait prendre des risques aux passagers. Ajoutons que les agences de voyages, qui ont organisé tout cela, sont également mises en cause: pour se faire payer, elles sont bien présentes, mais pour vérifier que tout est en règle, c'est une autre affaire. Une fois de plus la rapacité a conduit à l'assassinat. Les eaux du lac étaient calmes, il n'y avait aucune fatalité, sinon la pire de toutes, celle qui pousse des patrons grands et petits à s'enrichir par tous les moyens et aux autorités à fermer les yeux.

André VICTOR

#### Au sommaire de **LUTTE DE** CLASSE nº37

(Septembre-Octobre 1998)

- La crise financière: une fuite en avant
- Russie : un État «dévalué» pour un «marché» qui ne marche pas
- Congo: le Congo déchiré par les bandes armées... et par des rivalités impérialistes
- Kosovo: destructions, tueries, déplacements de populations
- France: apolitisme et mouvement social
- Tribune de la minorité : accord LO-LCR pour les élections européennes? Des espoirs et une nécessité.

Prix: 10 F -Envoi contre 12 F en timbres

#### LUTTE OUVRIÈRE porte plainte en diffamation

Nous informons nos lecteurs que, Lutte Ouvrière ayant été gravement mise en cause par des articles de Libération, Marianne et l'Express, nous avons donc porté plainte en diffamation contre ces organes de presse.

#### **LUTTE OUVRIÈRE**

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite Lutte Ouvrière, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socia-lisme sont le seul avenir possible pour l'immanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoisme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conser vatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature sta-linienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capita lisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population lisme par une société libre, fraternelle et numaine car les consultent le magnet détruire l'ap-et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'ap-et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'apparell d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa poli-ce, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trots-kystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme des son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson, Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon, Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 13400 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications nº 64 995. SOUTENEZ
LUTTE
LUTTE
LUTTE
OUVRIÈRE | Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de
Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été
déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être verse par chèque.

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 nº)
France DOM-TOM DOM-TOM, vole aérienne Europe (soit zone postale1) Autres pays, vole ordinaire - Afrique francophone,	300 F 390 F 420 F	200 F	100 F 140 F 100 F
Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)  Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne
Asie du Sud-Est (soit zone 3) Océanie (soit zone 4) Autres pays, vole aérienne Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada	520 F 540 F	270 F 280 F	140 F 140 F
(soit zone 2) Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon.	480 F	250 F	140 F
Asie du Sud-Est (soit zone 3) Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F 340 F	170 F 210 F

BULLETIN D'ABONNEMENT
NOM:
PRÉNOM:
ADRESSE:
CODE DOCTAL ALMILIE
CODE POSTAL et VILLE:
COMPLÉMENT D'ADRESSE:
Je m'abonne à: LUTTE OUVRIÈRE -
LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de:
Règlement:  - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de
MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON,
CCP 6 851 10 R - PARIS.

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Que ce soit les cheminots qui se mettent en grève pour réclamer des effectifs suffisants, car c'est bien cela qui est au centre de leurs revendications, ou que ce soit les lycéens qui manifestent par dizaines de milliers dans tout le pays, ces mouvements ont un point commun. Ils soulignent tous deux la dégradation programmée du service public, la démission de l'État qui, que les gouvernements soient de gauche ou de droite, a choisi de réaliser des économies draconiennes sur tout ce qui relève des besoins de la collectivité.

Des dizaines et des dizaines de milliers de cheminots en moins, cela se traduit par une dégradation de leurs conditions de travail et par une dégradation parallèle des conditions dans lesquelles sont transportés quotidiennement des millions de travailleurs.

Quant aux lycéens, ils affirment bien haut, pour reprendre un des slogans les plus entendus de leurs manifestations, qu'ils en ont « marre de la galère ». C'est une façon résumée de dénoncer l'insuffisance du nombre d'enseignants, de personnels de service. Cela se traduit pour les jeunes par des classes aux effectifs trop nombreux, dans des locaux insuffisants qui, faute de crédits, bien souvent se dégradent. Tout le monde sait cela, même si les salutaires manifestations lycéennes viennent à point pour rafraîchir les mémoires. Tout le monde sauf, semble-t-il, Allègre, le ministre de l'Éducation nationale qui, buté, répète avec une obstination déroutante que tout va très bien. Et cela contre l'évidence, contre l'opinion de centaines de milliers de jeunes, d'enseignants, de parents d'élèves, qui témoignent que ça ne va pas. Îl n'y aurait, selon ce ministre, tout au plus qu'un centralisme excessif dans l'Éducation nationale, une lourdeur administrative qu'il s'emploie, s'empresse-t-il de dire, à combattre. Si lourdeur il y a, elle n'est certainement pas là où la

## Lycées, santé, transports en commun... LE RAS-LE-BOL DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES IL FAUT EMBAUCHER MASSIVEMENT DANS LES SERVICES PUBLICS

voit un ministre qui n'a pas la réputation de briller par sa légèreté.

Oui, tous les gouvernements, y compris celui dans lequel trône Allègre, s'emploient à rogner sur les dépenses destinées à bénéficier à la collectivité. On le voit, une fois encore, dans la décision de son collègue le docteur Kouchner, ci-devant ministre de la Santé, de fermer 91 petites maternités dites de proximité.

Mais on ne retrouve pas ce souci de réduire les dépenses budgétaires dans tous les domaines. La discussion du projet de budget que présente le gouvernement devant le Parlement le montre abondamment. Passons sur la décision de revenir sur l'intention affichée il y a quelque temps de taxer rétroactivement les droits de succession sur les assurances-vie. C'était là une des niches fiscales, parmi bien d'autres, permettant aux plus fortunés d'échapper partiellement au fisc. Le gouvernement avait fait beaucoup de bruit pour faire croire qu'il n'hésitait pas, à l'occasion, à s'en prendre aux riches. Là-dessus il n'a pas fallu attendre longtemps la reculade, comme il le fait à chaque fois qu'il s'agit de reprendre aux riches, aux capitalistes, une partie, simplement une partie, des privilèges budgétaires que l'Etat leur prodigue.

Car ce budget, à l'image des budgets de la droite, a pour fonction d'arroser le patronat, et de continuer à brider les dépenses sociales, celles qui permettraient d'améliorer les services publics. Si la droite proposait un tel projet, il y a longtemps que les organisations syndicales ouvrières auraient appelé les travailleurs à s'y opposer. A juste titre!

Le quotidien économique Les Echos du 14 octobre 1998 rappelle ce jugement du premier secrétaire du PS, François Hollande, qui décla-

rait à propos des « années Mitterrand » : « Vis-à-vis de l'entreprise nous sommes (il parle du PS) passés de la méfiance à une fascination qui confinait à la flagornerie ». Cette autocritique, d'autant plus facile à faire qu'elle est largement rétrospective, a pour but de dédouaner l'action du gouvernement actuel pour laisser croire qu'aujourd'hui Jospin, Strauss-Kahn, Aubry ne font pas la même chose. Mais si, ils le font! Ils prennent eux aussi dans les poches de la population laborieuse, dans celles des plus démunis, pour redistribuer des dizaines de milliards aux riches.

Mais cette fois, il ne faudrait pas que les travailleurs et la population laborieuse attendent dix ans, qu'un François Hollande des années 2008 refasse le même numéro et parle de la fascination et de la flagornerie des socialistes devant les entreprises, ou pour mieux dire devant la bourgeoisie, devant les capitalistes au temps où Jospin dirigeait un gouvernement de la gauche plurielle dans l'années 1998.

C'est aujourd'hui qu'il faut demander des comptes, c'est dès à présent qu'il faut exiger que l'argent de l'État soit consacré à la collectivité, et cesse d'arroser les capitalistes.

Les cheminots, les jeunes ont commencé à le faire sur le terrain qui seul permet de se faire entendre, la grève, la rue. Mais nous souhaitons que ce ne soit qu'un début. Car toutes ces revendications, toutes ces manifestations ont le même dénominateur, relèvent d'une même exigence : la nécessité d'imposer, puisque le gouvernement Jospin s'y refuse, que l'argent de l'État serve à la collectivité, en créant des centaines de milliers d'emplois utiles, dans l'Éducation nationale, dans les transports en commun, dans la Santé.

## FERMETURE DE MATERNITÉS

## ALERTEZ, LES BÉBES!

Lors d'une réunion de gynécologues-obstétriciens, Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la Santé, vient d'annoncer la parution de décrets sur les maternités.

Ces décrets ont pour effet de supprimer la quasi-totalité des 91 maternités pratiquant moins de 300 accouchements par an, des maternités dites de proximité qui, pour l'essentiel, desservent des villes moyennes de province.

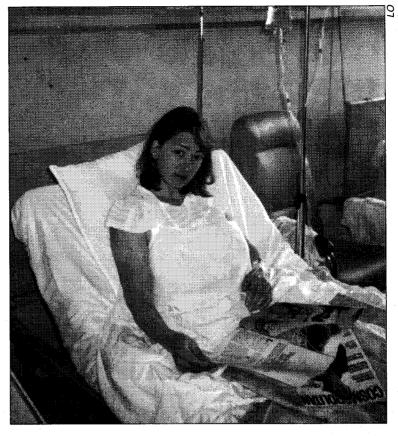
Dorénavant, on organisera la prise en charge des parturientes et des nourrissons dans des maternités classées en trois niveaux: niveau 1, lorsqu'il n'y a pas de problèmes pour les nouveau-nés; niveau 2 avec une surveillance spécialisée; niveau 3 pour les maternités disposant d'une unité de réanimation néonatale et de soins intensifs. Quant à celles qui font moins de 300 accouchements, elles fermeront en tant que telles, sauf exception et se borneront à préparer à l'accouchement et à dispenser des soins périnataux.

Kouchner justifie ses mesures en invoquant la sécu-

rité de la mère et de l'enfant. Il a indiqué que seuls 15% des bébés à risque naissent dans des maternités adaptées. C'est évidemment anormal, tout comme le fait que, pour 710000 naissances, 80 femmes meurent encore en couches chaque année ou que huit enfants sur 1000 décèdent à la naissance ou dans la semaine qui suit.

Mais à qui Kouchner fera-til croire que des seuls motifs de santé sont à l'origine de ces décrets? Il a annoncé que les maternités restant ouvertes devront avoir 24 heures sur 24 au moins une sage-femme. Mais pourquoi ce gouvernement et les précédents n'ont-ils pas donné à toutes les maternités les moyens d'avoir en permanence le personnel indispensable? Parce qu'il faudrait embaucher des sages-femmes, des infirmières, des aides-soignantes...

On a les moyens matériels et humains d'assurer des accouchements dans de bonnes conditions de sécurité pour les mères et leurs enfants. C'est une question de moyens, de priorité ou non accor-



dée à la santé, et c'est précisément ce que refuse le gouvernement.

Le plus scandaleux est que ces mesures vont de toute évidence à l'encontre des intentions qu'il affiche. En effet, ces décrets aboutiront à une élévation du nombre des accouchements dans des maternités déjà souvent saturées. Et puis, en fermant les maternités de proximité, on augmentera le temps de trajet pour des femmes sur le point d'accoucher et, donc, on leur imposera des risques supplémentaires. On voudrait nous

faire croire que de telles mesures ont uniquement pour but de diminuer la mortalité périnatale! Foutaise que tout cela.

Derrière des justifications qui ne trompent personne, le gouvernement veut une nouvelle fois réaliser des économies au détriment de la population dans le domaine de la santé comme il en fait, et comme ses prédécesseurs en ont fait, dans tous les services publics. C'est scandaleux.

Stéphane HENIN

## L'INSÉCURITÉ DANS LES ENTREPRISES

## Sogerma Toulouse - Colomiers

## ATTENTION OÙ VOUS METTEZ LES PIEDS

La Sogerma est une entreprise filiale de l'Aérospatiale, spécialisée dans la maintenance et la réparation aéronautique et implantée à Bordeaux (1 200 personnes) et Toulouse (200 personnes).

À Toulouse, en ce moment, l'essentiel du travail consiste à transformer des avions de transport de passagers (Airbus B2/B4 et Airbus 310) en avions-cargos.

Dans le hall A01, début de la chaîne de travail, c'est « n'importe quoi » ou bien « regarde où tu mets les pieds » comme disent les compagnons.

Les docks (échafaudages pour évoluer à l'extérieur de l'avion), sont mal adaptés: soit ils ne servent à rien, soit on risque l'accident. En plus, il est arrivé qu'on « dédocke » avec du personnel dessus. Dans l'avion, les planchers provisoires en cabine ou en soute, qui permettent de circuler, sont mal adaptés ou inexistants, obligeant les compagnons à jouer les acrobates.

Sans parler du manque d'outils: pour les opérations de découpe on nous a fait utiliser du matériel électrique alors que c'est interdit! Sans parler du manque de lumière: on a travaillé à la lampe-torche pendant deux ou trois jours! Sans parler du bruit et des risques d'infection en cas de blessures avec des matériaux oxydés et sales.

Pour aggraver le tout, il faut faire vite. Pratiquement tous les corps de métiers se retrouvent à travailler en même temps: électriciens, mécaniciens, hydrauliciens... Ce sont des travailleurs de la Sogerma mais aussi de l'Aérospatiale, de la SIDMI, de BF Goodrich, de Labinal, de 3A... et nombre d'intérimaires et CDD.

Le manque de coordination des tâches est évident. On est les uns sur les autres, dans des positions souvent inconfortables: accroupis, à genoux ou encore courbés. On se retrouve en train de percer juste au-dessus de la tête d'un compagnon, ou alors c'est tout juste si on ne met pas le pied sur la pièce qu'un autre est en train d'épingler. Ailleurs, on travaille le visage au ras de rails fraîchement coupés et sans protection.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'on assiste à une véritable série noire. Ainsi, selon un rapport du CHS-CT au deuxième trimestre 1998, six accidents dont cinq avec arrêt (130 jours cumulés) ont concerné du personnel Sogerma. Trois dont deux avec arrêt du personnel « extérieur ».

Mi-septembre, un ouvrier s'est fêlé trois côtes après qu'un plancher eut cédé. Quelques jours plus tard un autre ouvrier

s'est blessé à la jambe dans les mêmes circonstances.

Mais cette fois-ci, les compagnons ont réagi et des responsables ont aménagé immédiatement le secteur où ils travaillaient... laissant le travail se poursuivre, comme si de rien n'était, sur l'avion d'à côté!

À peine 24 heures après, deux autres compagnons, qui utilisaient une passerelle en bois, sont tombés! À nouveau, la passerelle avait cédé.

En plus de ces accidents, nombreuses sont les blessures légères subies par les compagnons. Tout cela illustre le mépris dans lequel les patrons de cette société tient les ouvriers.

La direction profite de la division des travailleurs en différentes entreprises ou de leur précarité pour imposer sa loi mais les réactions pour l'instant isolées ou partielles montrent que ça ne durera peut-être pas toujours.

#### Rédétar Ile-de-la-Réunion

### GRÈVE POUR LA DÉFENSE DE L'EMPLOI

Du lundi 28 septembre au lundi 5 octobre, une partie des 59 employés de la Rédétar (Régie départementale des travaux agricoles de la Réunion), située à Saint-Pierre, ont fait grève à l'appel de l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes).

Ils s'opposaient à la menace du passage de la Rédétar au secteur privé, par fusion avec la SICA-Sud Canne, dont le directeur n'est autre que l'actuel directeur de la Rédétar. Cette perspective de changement de statut fait craindre aux employés pour leur emploi, leurs salaires, les primes et l'ancienneté. En 1995 déjà, la Rédétar s'était débarrassée de la moitié du personnel à la suite d'un audit qui aurait fait apparaître un prétendu déficit de plusieurs millions. Devant la menace d'autres licenciements, les employés restant avaient accepté une baisse du salaire de base accompagnant une réduction du temps de travail.

Les grévistes ont de bonnes raisons de penser que la direction de la nouvelle coopérative profitera de cette fusion pour supprimer de nouveau des postes, pour remettre en cause ancienneté et primes. Le tout avec l'accord du Conseil général (dont dépend la Rédétar), dont le président qu'il soit socialiste comme hier ou de droite comme aujourd'hui a toujours été favorable à la privatisation.

Les grévistes ont repris le travail le 6 octobre après avoir rencontré leur directeur et le président du Conseil général, duquel ils ont obtenu des assurances quant à leur avenir dans l'entreprise. Mais la parole de ces gens-là ne vaut pas cher. Après avoir montré comment ils entendent se faire respecter, les travailleurs de la Rédétar restent sur leur gardes.

## LES LYCÉENS DANS LA RUE

Alors que des dizaines de milliers de lycéens, chaque jour plus nombreux sont dans la rue, que leur mouvement s'étend géographiquement, Claude Allègre continue de prendre ceux auxquels il s'adresse pour des imbéciles. Inquiet devant l'extension du mouvement lycéen, le voilà qui essaye de le récupérer à son propre compte, en faisant semblant de croire que les lycéens descendaient dans la rue... parce qu'ils étaient impatients de voir s'appliquer la réforme qu'il concocte lui-même. Dans une longue interview au Monde de samedi, il affirme ainsi sans complexe : « La réforme des lycées est une urgence. Les lycéens ont raison de vouloir un meilleur lycée. Qu'ils aient un peu de patience », Et de renvoyer la faute sur l'administration de l'Éducation nationale qui serait trop lourde, sur la gestion trop centralisée du mouvement des personnels, sur les régions qui ne construisent pas les locaux nécessaires...

Il faut vraiment être sourd à ce que crient les lycéens dans les manifestations, aveugle à ce qu'ils écrivent sur leurs banderoles, pour oser affirmer de telles inepties. Partout ce sont des pro-

#### Lycée Eugène-Delacroix Drancy (Seine-Saint-Denis)

Un mois après la rentrée, les problèmes ne sont toujours pas réglés. Il manque des professeurs, en particulier un poste entier en éco-droit. Une classe de terminale, pour laquelle cette matière a au bac un fort coefficient, s'est mise en grève à partir du lundi 12 octobre. Une classe de seconde n'a pas de professeur de français.

Il manque du personnel aussi chez les agents. Pour 2 050 élèves, il n'y a que quatre surveillants: on devrait en avoir un de plus, mais il y en a eu jusqu'à dix-huit dans le passé! À la suite d'incidents et d'une grève des élèves, l'an passé trois CES avaient été nommés comme surveillants, ainsi qu'un maîtreauxiliaire faisant fonction de CPE (conseiller principal d'éducation): ces quatre postes ont disparu à cette rentrée.

Dans les laboratoires, il y a des problèmes de matériel et de sécurité. Enfin le lycée manque de locaux et de nombreuses classes (30 le lundi, 20 le mardi

et le vendredi) ont cours de 13 à 14 heures, ce qui réduit à une demi-heure le temps de cantine et donne parfois des journées de neuf heures de cours. blèmes de moyens, en personnel, en locaux et en matériel qui sont mis en avant. Les classes où l'on s'entasse à 38 ou 39, sans possibilité réelle de travailler. Les options choisies en seconde et que l'on doit abandonner en cours de route. Les emplois du temps avec des trous qui obligent à rester au lycée bien plus longtemps que les cours ne l'exigeraient, et qui

comme le reste sont souvent le résultat du manque d'enseignants. Les lycéens réclament aussi des surveillants, du personnel de service qui eux aussi font cruellement défaut. Et ils veulent également des salles de classe, des laboratoires, et en sont même parfois réduits à revendiquer simplement des tables et des chaises.

Toutes ces revendications suf-

fisent à montrer l'état de délabrement dans lequel les gouvernements successifs ont laissé s'enfoncer les lycées. Et Claude Allègre, depuis qu'il est ministre, poursuit dignement dans la voie de ses prédécesseurs. Au budget de l'Éducation nationale qui va être discuté dans les jours qui viennent, le nombre de postes reste gelé. Aucun emploi en plus. Ceux promis, par exemple, à la Seine-Saint-Denis l'an dernier, à la suite de la grève, seront soit pris sur d'autres départements, soit pourvus avec du personnel précaire... si toutefois ils voient le jour. Et aujourd'hui même quand Allègre parle de donner satisfaction aux lycéens qui revendiquent le plus c'est de la

même manière, en particulier en embauchant des maîtres-auxiliaires qui pourront être remerciés l'an prochain.

Tout cela, les lycéens le savent bien. C'est ce qui rend pitoyable la tentative d'Allègre de rejeter sur d'autres ses propres responsabilités. Oui, les lycéens ont raison de revendiquer les moyens d'étudier. C'est à cela que doit servir l'argent des impôts qui se perd en subventions de tout genre pour le patronat.

Daniel MESCLA

#### Le mouvement des lycéens à Creil (Oise)

Depuis ce lundi, les lycéens du bassin creillois ont manifesté à leur tour. Le mouvement est parti du lycée Marie-Curie, un lycée technique, de Nogentsur-Oise. Les lycéens se sont rassemblés à plusieurs centaines dans la cour. La revendication principale était le refus de toute remise en cause des filières technologiques qui, d'après certaines rumeurs, seraient sur la sellette.

Après être allé chercher du renfort dans les deux autres lycées de l'agglomération, les lycéens sont partis manifester à Paris.

Les enseignants, de leur côté, ont voté à l'unanimité des présents une motion de soutien au mouvement des élèves, motion qui a été distribuée aux portes du lycée, ce qui a encouragé les élèves à poursuivre le mouvement.

Par delà les revendications mises en avant, on sent un mécontentement réel chez les lycéens.

Paul BARRAL

n'a pas tenue car devant les réclamations qui viennent de toutes parts le Rectorat n'arrive pas à faire face. Le rectorat de Créteil est le siège d'un défilé permanent d'enseignants et de lycéens en colère.

Au-delà du problème de l'insécurité, tout le monde au lycée attend, et pour certains depuis bien longtemps, une rénovation des bâtiments. Elle devait commencer en janvier 1999. Le proviseur nous en avait donné l'assurance. Mais le lundi 13 nous apprenions par la presse que rien n'était moins sûr. Le lycée ne semblait plus figurer dans la carte des rénovations urgentes prévues par le Conseil régional d'Ile-de-France. Là, s'en était vraiment trop, nous voulons des garanties. Le mardi 4 nous avons donc fait grève, une grève particulièrement bien accueillie par les élèves. Comme nous, ils ont envie que les choses changent, et les manifestations lycéennes qui font l'actualité commencent à susciter de l'intérêt. Toute la matinée les élèves se sont donc réunis pour organiser leur manifestation au Rectorat. Ils étaient plus de 200 à Créteil pour crier leur colère.



#### GRÈVE au lycée Pasteur de Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

Partis en grève le 6 octobre, les enseignants, le personnel administratif et les élèves du collège Pasteur à Gennevilliers, soutenus par les parents d'élèves, ont une nouvelle fois manifesté. Certes, il y a bien un collège tout neuf... mais il manque des professeurs, des surveillants, des agents d'entretien alors qu'il y a plus de surface à nettoyer dans ces nouveaux locaux. Alors, après une visite à l'Inspection d'académie mardi 6, n'ayant pas obtenu de réponse satisfaisante, c'est devant le ministère de l'Éducation nationale que se sont retrouvées environ 150 personnes le 10 octobre. Quelques propositions avaient été faites la veille et ont été confirmées, comme la nomination d'un professeur en techno à mi-temps pour ce poste et une dotation de 200 heures supplémentaires, mais cela n'est pas suffisant.

Le ministre connaît les chiffres quand il s'agit de fermer une classe, de supprimer un poste mais fait l'autruche dans les autres cas... Il a annoncé à la délégation l'envoi

irs.In**al**w

d'un émissaire du Rectorat pour faire le point lundi 12 qui n'a rien... décidé. Ben voyons! Comme si, avant la rentrée, la situation de chaque établissement n'était connue!



#### RENTRÉE agitée au lycée professionnel d'Orly

Le lycée professionnel d'Orly prépare près de 550 élèves à des CAP, BEP ou Bac pro, de vente action marchande, d'esthétique, de coiffure, de carrières sanitaires et sociales, de comptabilité, etc.

Quoiqu'en dise le ministre Allègre, la rentrée scolaire ne s'est pas effectuée dans de bonnes conditions, loin de là.

Dès le début de l'année, la situation dans le lycée est apparue comme intenable. C'est un lycée professionnel classé en Zone d'éducation prioritaire. Pourtant les conditions dans lesquelles nous travaillons sont catastrophiques.

Cela fait maintenant huit ans que la rénovation du lycée est reportée, aussi tombe-t-il en décrépitude. Les salles ne sont bien souvent pas adaptées, trop petites, mal insonorisées, sans matériel. Bon nombre de cours se déroulent dans des préfabriquées provisoires, un provisoi-

re qui dure depuis dix ans.

Aux conditions matérielles déplorables s'ajoutent des classes surchargées. Le Rectorat a imposé cette année dans certaines filières des classes de 26, 27 élèves là où traditionnellement nous n'accueillons jamais plus de 24 élèves. Le problème crucial est le manque de personnel.

Les deux postes et demi de surveillants sont bien entendu insuffisants, pour canaliser les allées et venues des élèves. D'autant que, comme dans de nombreux établissements, le lycée d'Orly a commencé l'année sans que tous les postes d'enseignants aient été pourvus.

Il n'a pas fallu attendre pour que la marmite explose. Insultes, bousculades contre le personnel de service, les professeurs et les élèves, sont devenus quotidien. L'insécurité est devenu telle que plusieurs classes ont refusé de faire cours, de nombreuses élèves préférant même rester chez elles plutôt que de se voir menacées. Les élèves livrés à eux mêmes, le climat a vite dégénéré. Un professeur a reçu une canette de Coca sur la tête, une surveillante a été touchée au visage par des vis lancées par un élève.

C'est la goutte qui a fait déborder le vase. Le 9 octobre, nous étions en grève à une large majorité. Un représentant du Rectorat nous a reçus. Il ne s'est engagé sur rien, seulement à nous donner une réponse le lundi suivant. Promesse qu'il

• Lutte Ouvrière n° 1579 - 16 octobre 1998 • 5

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

#### TRIBUNE -

## JOSPIN DANS LE PETRIN

Allègre prétend être à l'écoute des lycéens, être en phase avec eux mais la réciproque n'est pas vraie. Et la réponse aux propos du ministre a été la recrudescence des manifestations lycéennes, dans presque toutes les grandes (ou moins grandes) villes du pays, les lundi 12 et mardi 13 octobre. C'était la confusion? C'était le bazar? Il n'y avait pas d'organisateurs? Peut-être des lycéens l'ont-ils regretté. Mais Allègre et Jospin, bien davantage. Car le caractère spontané et impétueux du mouvement commencé il y a une quinzaine de jours est le signe d'une colère qui n'est pas près de rentrer si vite. Ni sur quelques promesses de ministre, ni sur quelques déploiements de CRS, ni sur quelques manœuvres d'appareils syndicaux et politiques liés à la gauche gouvernementale.

Allègre dit grosso-modo aux lycéens qu'il les a compris, mais pour ne leur proposer que d'hypothétiques rafistolages. Les recteurs ou directeurs d'établissement sont incités à embaucher « ici ou là » quelques contractuels pour faire prof ou surveillant? Ils sont autorisés à fermer les établissements ou à appeler à la rescousse des pelotons de CRS en cas de troubles? Ils sont conviés à réunir des « conseils de lycées » pour permettre une vie plus démocratique dans les établissements? Mais concernant l'essentiel, le déblocage des moyens financiers et humains nécessaires pour résoudre la dramatique pénurie dont souffrent les établissements scolaires (et tout particulièrement ceux des banlieues ouvrières), Allègre n'a que des phrases hypocrites ou de mauvaises excuses. Rien ne pourrait se faire du jour au lendemain, dit-il. Rien ne pourrait se faire à cause de la centralisation (on aurait pu la croire au contraire propice à une intervention rapide!). Et Allègre même de chercher à dresser les élèves contre les enseignants, ce qu'il est loin d'avoir gagné!

Le mouvement lycéen n'est certainement pas aussi spontané qu'il en a l'air. Il est le fruit du militantisme d'élèves, d'enseignants ou de parents, peu ou prou liés au PC, au PS ou à l'extrême-gauche, pour qui la situation est depuis trop longtemps intolérable. Quoi qu'en ait dit Allègre, la rentrée scolaire 98 ne s'est pas bien passée pour lui. Elle s'est accompagnée d'une multitude de mouvements sporadiques, et la grève des enseignants du 93, au printemps dernier, qui avaient rencontré la solidarité active des lycéens, ne pouvait être qu'un signe annonciateur.

Chez les lycéens, les organisations relais des courants de la gauche plurielle s'activent aussi. La FIDL (liée aux socialistes), la MJC (liée au PC), l'UNEF (avec ou sans ID) ont proposé une nouvelle journée de manifestations pour le jeudi 15 octobre. Mais toutes cherchent en même temps à édulcorer les revendications trop quantitatives, celles qui disent clairement qu'il faut des moyens, c'est-à-dire de l'argent, et beaucoup d'argent. Elles affectionnent bien plus les formules vagues qui disent

que « dans la grève », il y a rêve ou les perspectives de prétendue « démocratie lycéenne ». L'Humanité qui discute dans son éditorial du 12 octobre l'idée d'Allègre de recruter des contractuels d'ici la Toussaint (le journal ne demande même pas où, comment, qui et contrôlé par qui?), juge selon la formule consacrée que « c'est bien mais ce n'est pas assez».

Bref, des militants de gauche, de tous âges, sont les soutiens voire les artisans de ce mouvement, mais la plupart ne veulent pas trop embarrasser le gouvernement. Plus exactement, ils ne veulent pas le combattre. D'où cette politique qui consiste à favoriser la contestation sociale tout en lui fixant des limites. Ou du moins en essayant.

C'est pourtant bien la politique du gouvernement Jospin qui est en cause. Celle-là même qu'une semaine auparavant les cheminots et les agents de la RATP contestaient, eux aussi, spectaculairement. Une politique anti-ouvrière, qui consiste à déverser cadeaux fiscaux et exonérations de charges sociales à un patronat qui continue de licencier et de grossir les rangs des chômeurs. Tandis que la population souffre de plus en plus de la dégradation des services de santé, transport, éducation. Car les prétendus problèmes de sécurité dans les trains, les hôpitaux et les écoles, ne sont que des problèmes d'effectifs et d'embauche. Et ce ne sont certainement pas quelques promesses de ravaudages ou quelques menaces de sévir plus durement qui répondent à l'extrême urgen-

A noter qu'au parlement, là où pourtant la majorité gouvernementale ne manque pas d'effectifs, tellement peu de députés socialistes et communistes se sont retrouvés, le vendredi 9 octobre pour discuter et voter une législation sur le PACS, reconnaissant enfin des mœurs devenus largement majoritaires, que la droite a pu contrer le projet! Le gros des députés socialistes et communistes s'est dégonflé d'apparaître progressistes? Ou bien ils ne l'étaient pas? La seule chose sûre est qu'ils sont finalement plus à l'aise à voter les mesures pro-patronales d'Aubry ou de Strauss-Kahn, qui aboutissent pourtant à faire crever à petit feu la grande masse des travailleurs et des plus pauvres.

Mais fort heureusement, il y en a dans ce pays qui ne veulent pas se laisser faire et l'expriment. Les cheminots et les lycéens montrent la voie. Mais le problème est politique. La classe ouvrière et la jeunesse doivent trouver dans leurs rangs les militants qui combattrons résolument la politique du gouvernement, non seulement en impulsant la contestation sociale, mais en aidant les mouvements à se donner des objectifs et un plan de luttes à la hauteur de l'offensive générale de la bourgeoisie contre les classes pauvres. Autrement dit qui auront comme perspective le tous ensemble, salariés, chômeurs et jeunes scolarisés, pour un programme de toute urgence.

M.J.

# Leur société UN PACS DE TRAVERS

droite française comme de la plus bête du monde. Cette fois ce sont les députés de gauche, et le gouvernement avec eux, qui se sont bel et bien ridiculisés devant l'opinion publique. Quelques dizaines de députés de droite, pourtant bien peu nombreux, ont mis en minorité des députés de gauche encore moins nombreux, en faisant voter une motion dite « d'irrecevabilité ». Par ce vote, le projet de PACS, le Pacte Civil de Solidarité, qui leur était soumis, a été jugé inconstitutionnel.

Les médias n'avaient pourtant cessé de débattre de l'affaire durant toute la semaine précédente. L'opinion publique très majoritairement dans son ensemble se déclare pourtant favorable à l'instauration d'une déclaration de solidarité ayant valeur juridique et fiscale pour des couples non mariés, y compris pour des couples homosexuels.

Joli absentéisme de ces députés qui sont censés voter la loi! Il paraît que ces absentéistes auraient de trop nombreuses occupations, et qu'ils étaient indispensables ce jour-là dans leurs circonscriptions!

Pourtant, quand il s'agit d'augmenter la CSG, de réduire les remboursements de frais médicaux, bref quand il s'agit de voter des mesures contre les travailleurs, ces députés savent être présents et voter comme un seul homme les projets gouvernementaux. Plus question alors de présence indispensable dans les circonscriptions, plus d'états d'âme, sans l'ombre d'un doute, la place est réservée sur les agendas.

Dans la réalité, même si l'opinion publique à l'échelle du pays est favo-

Il est de tradition de parler de la rable au PACS, nombreux sont parmi les députés de la gauche gouvernementale ceux qui ont choisi de se montrer discrets à l'occasion de la discussion de ce projet, par crainte sans doute d'effaroucher quelques notables réactionnaires et autres groupements de pression religieux de leur circonscrip-

Un député de droite a comparé cette piteuse déballonnade des députés de gauche à la reculade du gouvernement Mauroy sur l'école privée en 1984. Ça n'est pas faux.

Le gouvernement affirme qu'il va sans tarder présenter aux députés un nouveau projet de PACS. Ne pas le faire, ce serait effectivement offrir une victoire réelle en sus de la victoire morale qu'ont obtenue vendredi dernier réactionnaires et calotins de tout poil, sans que ceux-ci aient eu même à mener le moindre combat. Cela dit, après avoir parlé des prochaines semaines pour le faire, le gouvernement évoque maintenant la fin de l'année. Ainsi la droite et toutes les Églises ont non seulement obtenu une victoire morale et politique, mais ils ont gagné du temps.

Dans cette affaire, les députés de gauche se sont purement et simplement esquivés. Ils l'ont fait alors que l'enjeu et la mobilisation des adversaires du PACS étaient limités. On peut donc sans peine imaginer ce qu'il en sera face à de tout autres enjeux et pressions, lorsqu'il s'agira de s'opposer par exemple à l'exigence et à la mobilisation du patronat et de la fraction réactionnaire de l'opinion.

**Michel ROCCO** 

## Sans-papiers

## **UN ARBITRAIRE INACCEPTABLE**

Seine-Saint-Denis a dressé un bilan de risés sont rejetés dans la clandestinité la situation des sans-papiers dans ce puisque d'ores et déjà 10 % des refus département où 39 000 dossiers de prononcés ont fait l'objet d'un arrêté demande de régularisation ont été dépo- préfectoral de reconduite à la frontière. sés. Au 30 octobre, 25 410 situations seulement avaient été examinées, et 45,6 % des demandes avaient reçu un avis favorable. Sur les 7383 «recours gracieux» déposés au fil des mois par des sanspapiers dont la régularisation avait été refusée, 6000 seulement avaient été traitées, dont 20 % seulement avaient fait l'objet d'un avis favorable.

Le gouvernement a annoncé au mois d'août que les dossiers refusés pourraient faire l'objet d'une révision en fonction de critères plus souples. Mais l'arbitraire dans l'application de cette décision est général, et particulièrement scandaleux en Seine-Saint-Denis où le préfet prétextant que le maximum de régularisations possibles avait été atteint, a annoncé qu'il ne procéderait pas au

La Coordination des sans-papiers de réexamen des dossiers. Les non-régula-

La situation imposée à ces milliers d'hommes et de femmes est inacceptable. C'est pourquoi nous sommes solidaires des multiples initiatives prises par les mouvements de sans-papiers. La Coordination 93 de lutte pour les sanspapiers appelle à une action pour laquelle elle donne rendez-vous vendredi 16 octobre 1998, à 15 heures, au métro Miromesnil - direction Pont-de-Sèvres -, en précisant que « c'est de cet endroit que les manifestants seront acheminés sur le site de l'action où doivent être présents d'autres collectifs de la région parisienne». Nous sommes solidaires de cette initiative.

La régularisation de tous les sanspapiers est une mesure de justice élémentaire qu'il faut imposer.

### Kosovo

## PENDANT QUE LES GRANDES PUISSANCES GESTICULENT LES MASSACRES CONTINUENT

prêt à retirer ses troupes du Kosovo, comme le lui demandait le Conseil de sécurité de l'ONU, Slobodan Milosevic s'est donné un répit.

Il se peut que ce geste suffise aux puissances occidentales pour qu'elles lèvent leur menace de frappes aériennes contre le gouvernement de Belgrade. En tout cas, ce ne serait pas la première fois que les grandes puissances brandiraient des menaces contre Milosevic et ses semblables, sans qu'elles aillent au-delà des non suivies d'effet.

l'apparition de la résistance armée albanaise de l'UCK a servi de prétexte au goupour déclencher une répres-

Albanais du Kosovo. Et En se disant finalement depuis, les forces serbes se livrent à une véritable politique de la terreur. Elles visent, comme hier en Bosnie, au «nettoyage ethnique» de cette région revendiquée par les nationalistes serbes et peuplée à 90 % par une population d'origine albanaise.

De fait, fuyant les bombardements, l'incendie de leur village et les exécutions sommaires, des centaines de milliers de Kosovars ont ainsi pris le chemin de l'exil en direction du Montenegro ou de l'Albanie. A la miseptembre, le Hautgesticulations militaires, Commissariat de l'ONU pour les réfugiés évaluait Depuis le mois de février, leur nombre à plus de 300 000 personnes - soit près de 15% de la population du Kosovo -, dont vernement de Milosevic 50 000 réfugiés dans les montagnes. Avec l'arrivée



encore devenue plus dra- Milosevic. Ils se sont matique.

Jusqu'à ces dernières semaines, s'accordant sur la «non ingérence» dans les affaires intérieures de la forces serbes. Serbie, les représentants des grandes puissances ont lais- et leurs alliés, la Grande-

contentés de renvoyer le plus souvent dos à dos le «terrorisme albanais» et la répression pratiquée par les

Alors, si les Etats-Unis sion féroce contre les de l'hiver, leur situation est sé les mains libres à Bretagne, la France et

l'Allemagne notamment, faisaient quand même le choix d'intervenir militairement, dans l'avenir le sort des populations kosovars ne compterait pas pour beaucoup dans leurs motivations.

## BRUITS DE BOTTES AUTOUR DU KOSOVO

Éditorial des bulletins d'entreprises du 12-10-1998

Plusieurs centaines d'avions, principalement américains, français ou anglais, sont concentrés sur des bases militaires en Italie ou sur des porte-avions qui sillonnent la mer Adriatique, prêts à bombarder la Serbie. L'armée serbe est de son côté mobilisée dans l'attente d'une intervention occidentale.

Ce n'est peut-être qu'un coup de bluff pour impressionner le président serbe Milosevic. Mais, dans un passé récent, on a déjà vu les puissances occidentales intervenir militairement dans la région. Incapables d'empêcher les massacres perpétrés par des bandes armées nationalistes, elles ont ajouté des morts aux morts en bombardant la Bosnie. L'Alliance atlantique semble décidée à se lancer dans une opération militaire cette fois contre la Serbie, avec comme prétexte d'aider la population du Kosovo.

Le Kosovo est cette région des Balkans qui fait partie de la Serbie, mais dont l'écrasante majorité de la population est composée d'Albanais. Dans l'ancienne Yougoslavie de Tito, cette région bénéficiait d'une autonomie permettant à la population au moins de disposer d'écoles dans sa propre langue et d'autorités officielles de même origine que la majo-Mais l'ancienne Yougoslavie est morte, décomposée par la rivalité entre dirigeants dont chacun a misé sur le nationalisme local, en le poussant à bout, en l'exacerbant, en faisant en sorte, par la propagande puis par la violence armée, que chacun se considère serbe, croate, slovène, bosniaque ou albanais au lieu de se considérer yougoslave.

Le nationaliste Milosevic est arrivé au pouvoir en défenseur de la domination serbe sur le Kosovo. A peine installé, il a sup-

primé l'autonomie de cette théâtres de leurs rivalités. Il région et aggravé l'oppression de la population albanaise. Cette oppression a fini par susciter une résistance armée dans la population kosovar, entraînant une répression encore plus brutale de l'armée serbe. Des villages brûlés, des milliers de morts, des centaines de milliers de personnes chassées de chez elles, réfugiées dans les montagnes ou dans l'Albanie voisine.

Oui, l'oppression de la population albanaise du Kosovo est bien réelle et Milosevic est une crapule. Mais les grandes puissances qui se posent aujourd'hui en apôtres de la paix et en défenseurs de la population kosovar sont plus responsables encore que le dictateur de Belgrade, et depuis bien plus longtemps, d'avoir transformé en poudrière l'ensemble des Balkans.

Depuis plus d'un siècle, les Balkans sont un des principaux

faut se souvenir que la Première Guerre mondiale avait commencé avec pour prétexte pour les uns de punir la Serbie et, pour les autres, de venir à son secours. Ce sont les grandes puissances qui ont découpé les frontières dans la région au gré des rapports de forces entre elles et nullement en fonction de la population, morcelant par exemple les Albanais entre une Albanie indépendante, la Serbie et la Macédoine. Les grandes puissances ont de tout temps joué les uns contre les autres les nationalismes et, plus récemment, ont consacré le dépeçage de la Yougoslavie, chacune protégeant sa sphère d'intérêt.

Ce sont les incendiaires qui posent aujourd'hui aux pompiers. Ils ne cherchent même pas à débarrasser la région de Milosevic, ils cherchent seulement à le rendre plus obéissant.

Tout comme ils l'ont fait en Irak, dont la population meurt du boycott après avoir souffert de la guerre du Golfe, alors que le dictateur Saddam Hussein est toujours là et a carte blanche pour opprimer son propre peuple. Un bombardement de la Serbie punirait la population pour les crimes de ses dirigeants, sans même soulager les victimes du Kosovo. Une intervention occidentale renforcerait même la position de Milosevic en ressoudant la population serbe autour de lui. La coexistence fraternelle des peuples est la seule solution d'avenir dans cette région aux nationalités entremêlées. Elle se forgera dans la lutte commune des classes laborieuses de toutes origines pour leur émancipation sociale. De l'utopie? Moins que d'espérer des grandes puissances impérialistes la fin d'une oppression dont elles sont les principales responsables.

## Dans le monde

## Crise financière

# Les soubresauts continuent

# UNE MENACE POUR TOUT LE CONTINENT AMÉRICAIN

Le 7 octobre, la crise financière a gagné les marchés monétaires des pays riches. En quarante-huit heures, la monnaie américaine a baissé de 18% par rapport au yen, le plus fort soubresaut ayant affecté le dollar depuis le début des années 1970.

Le 9 octobre, c'est le marché des obligations d'Etat qui a été pris de convulsions. Même les bons du Trésor américains, réputés le placement le plus «sûr» du moment, ont été sévèrement touchés par des ventes massives. Et la presse économique a commencé à parler d'une menace de resserrement du crédit bancaire.

Dans un cas comme dans l'autre, ce sont des centaines de milliards de francs qui se sont déplacés brusquement d'un secteur à l'autre de la sphère financière. Les mouvements de balancier qui déstabilisent le système financier mondial depuis la débâcle du rouble continuent donc de plus belle.

Les experts ne manquent pas d'explications plus ou moins rassurantes. Tous s'entendent pour dire que ces soubresauts pourraient améliorer l'état du système financier, à moins... qu'ils ne l'aggravent, si leur effet se révélait durable. Mais comme lesdits experts sont tout aussi incapables de prévoir ce qu'il en sera, qu'ils ont été inca-

question, on n'est pas plus avancé.

Dans l'accumulation des secousses massives de ces dernières semaines, certains voient pourtant la marque d'une méfiance générale des capitalistes envers l'économie américaine, méfiance qui serait alimentée par la menace d'une nouvelle crise, en Amérique latine cette fois, qui pourrait partir du Brésil, la plus importante économie du sous-continent.

Depuis le mois de juillet, le Brésil subit les contrecoups de ce qui se jouait en Russie. Le pays a connu une hémorragie brutale de capitaux, due au retrait des fonds spéculatifs allant se réfugier dans des placements considérés plus sûrs. Ces fonds ont commencé par vendre les actions qu'ils détenaient, provoquant une baisse brutale de la Bourse brésilienne. En même temps, ils ont entrepris de se dégager des prêts à court terme qui, comme pour la plupart des pays pauvres, forment l'essentiel des «investissements» étrangers dans le pays. Il en a résulté à la fois une forte spéculation sur la monnaie brésilienne, une fuite brutale de capitaux (qui a atteint un milliard de dollars par jour au début septembre) et une pression croissante sur la monnaie brésilienne.

Cette situation a contraint le Brésil

gers. Mais du coup, le poids du service de sa dette a considérablement augmenté, parce que, toujours pour plaire aux spéculateurs étrangers, 60% des 256 milliards de dollars de la dette intérieure brésilienne ont un taux d'intérêt variable, indexé sur les taux de base de la banque centrale.

C'est cette situation dangereuse qui a conduit les dirigeants du Fonds Monétaire International à prôner la mise en place d'une opération de sauvetage pour le Brésil, depuis la miseptembre.

L'enjeu est considérable pour les USA. Non seulement à cause de l'importance du Brésil pour la bourgeoisie américaine, mais surtout parce que, si le Brésil s'écroulait, il risquerait d'entraîner à sa suite tout le souscontinent.

Or l'Amérique latine est, après l'Europe, la principale source de profits de la bourgeoisie américaine à l'étranger. Elle absorbe 18 % des exportations américaines, à quoi vient s'ajouter la production des innombrables entreprises américaines qui, comme Ford ou General Motors, sont établies depuis longtemps dans le sous-continent. De plus, contrairement au Sud-Est asiatique, ce sont les fonds de placement et les banques

américaines qui sont, et de loin, les plus importants créditeurs de l'Amérique latine, qu'il s'agisse des cinq cents milliards de dollars de sa dette extérieure, ou de sa dette intérieure à court terme.

Sans même parler du contrecoup financier que pourrait avoir à l'échelle mondiale un effondrement en Amérique latine, son impact sur l'économie réelle aux Etats-Unis serait donc à coup sûr considérable.

Pour l'instant la monnaie brésilienne (dont la valeur est liée à celle du dollar) continue à tenir. Mais au prix d'un accroissement supplémentaire de la dette à un coût exorbitant. Et cette fuite en avant ne peut pas durer éternellement.

Peut-être, cette fois encore, comme lors de la crise mexicaine de 1994-95, l'impérialisme américain réussira-t-il, à coups de milliards de dollars, à éviter une crise brutale et des contrecoups dangereux pour luimême. Mais même si c'est le cas, pour la population brésilienne, comme pour celle de toute l'Amérique latine d'ailleurs, le coût de la crise financière sera de toute façon très lourd. Déjà au Brésil, début septembre, le gouvernement a adopté un plan de réductions budgétaires de 65 milliards de francs. Et il est question d'une réduction brutale du système de retraite des salariés. Mais Coup de vent à la Bourse de Sao P qui perdit 4,27 point le 31 août der



surtout, d'ores et déjà, la raréfaction du crédit commence à étouffer la vie économique. A terme, même sans crise ouverte, c'est ainsi que le capital compte faire payer la note à la population brésilienne, par une réduction brutale de son niveau de vie.

Et puis, comme l'a montré la façon dont la crise mexicaine, une fois «réglée» par l'intervention du FMI, s'est finalement transmuée en crise ouverte au Sud-Est asiatique, un sauvetage en Amérique latine ne sera au mieux qu'une autre fuite en avant, à une autre échelle, qui ne fera que repousser le problème ailleurs, sans le régler, mais surtout en l'aggravant.

François ROULEAU

## Italie LA SCISSION DE «RIFONDAZIONE» N'A PAS SAUVÉ PRODI

La scission du Parti de la Refondation Communiste (PRC) est effective depuis que, dimanche 11 octobre, Armando Cossutta a réuni ses partisans pour proclamer un nouveau parti. Le nom, encore en discussion, sera sans doute celui de «Parti des Communistes Italiens» (PdCI). Cossutta, qui fut le leader de la tendance pro-soviétique

de l'ancien PC italien, veut revendiquer cette filiation. Mais la raison immédiate de la scission était de tenter de sauver le gouvernement Prodi au moment où la majorité du PRC, derrière Fausto Bertinotti, avait décidé de lui retirer son soutien.

#### Cossutta à la rescousse de Prodi

Les 3 et 4 octobre, le Comité National Politique «Rifondazione» avait décidé, à la majorité absolue, de refuser de voter le projet de budget présenté par le gouvernement. La minorité dirigée par Cossutta avait assuré qu'elle respecterait la décision. Cependant, dès le lendemain, Cossutta annonçait sa démission du poste de président du parti, et mercredi 7 octobre une réunion des cadres cossuttiens annonçait l'intention de 21 députés du PRC (sur 35) de voter le budget, ouvrant la voie à la scission.

Cette défection de la majorides parlementaires de «Rifondazione» était sans doute préparée de longue date, voire assurée d'être payée de retour du côté de Prodi. Elle n'a pourtant pas suffi à sauver le gouvernement. Lors du vote, Prodi n'a en effet recueilli que 312 voix contre 313 et a dû donner sa

La crise gouvernementale est donc ouverte, tandis que dans toute l'Italie on assiste, dans les sections locales de «Rifondazione», à la séparation entre «cossuttiens» et «bertinottiens», parfois avec changements de serrure sur les locaux du parti, pour empêcher la fraction adverse d'en disposer. Si les cossuttiens entraînent la majorité des parlementaires, ils semblent entraîner, à la base, bien moins de militants. Il leur restera à démontrer qu'ils sont capables d'entraîner avec eux une partie de l'électorat qui suivait «Rifondazione», sans quoi leur scission risque de ne leur valoir guère de considération de la part des membres de l'ancienne coalition gouvernementale qu'ils ont voulu sauver.

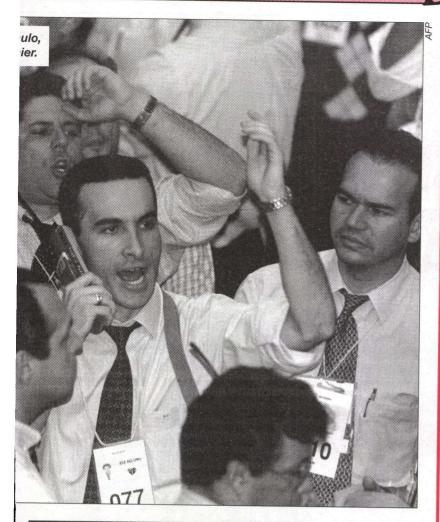
Cossutta a proclamé qu'il refusait de prendre la responsabilité de la chute d'un gouver- Rome, et selon toute probabilité

nement de gauche et d'un possible retour de la droite. Il resterait à démontrer en quoi le gouvernement Prodi était de gauche, alors qu'en deux ans il a réussi à imposer à la classe ouvrière bien des reculs qu'aucun autre gouvernement n'avait reussi iii

#### Bertinotti à l'opposition

Bertinotti, lui, en rompant avec le gouvernement, avec la majorité de «Rifondazione», s'apprête à une cure d'opposition visant à restaurer l'image d'opposition de gauche de son parti, bien ternie en deux ans de soutien au gouvernement Prodi. Cela doit commencer dès le 17 octobre par une manifestation nationale de «Rifondazione» à

## Dans le monde



# La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky aura pour thème LA CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE vendredi 13 novembre à 20 h 30 Salle de la Mutualité - 24, rue saint-Victor à Paris 5°

participation au frais: 20 F

cela se poursuivra par la campagne pour les élections européennes dans laquelle Bertinotti espère enrayer la chute électorale que connaissait son parti ces derniers mois.

La scission entre bertinottiens et cossuttiens suscite sans doute maintenant bien des discussions, et d'abord au sein de «Rifondazione» où chacun est amené à choisir de quel côté se ranger. Mais si la scission démontre qu'au sein de la direction de «Rifondazione» la coexistence était devenue impossible entre les partisans de Bertinotti et ceux de Cossutta, il est bien difficile de voir en quoi elle représente vraiment deux perspectives différentes pour la classe ouvrière. Car Bertinotti et Cossutta ont pu non seulement coexister longtemps, mais aussi défendre d'une même voix la même politique, qui s'est concrétisée pendant deux ans par le soutien à Prodi.

Cette politique passée, Bertinotti continue de la défendre aujourd'hui, en prétendant qu'en soutenant critiquement le gouvernement pendant ces deux ans, il a évité une politique pire. Cela signifie que, dans six mois ou dans un an, il est prêt à renouveler ce soutien à un gouvernement, pour peu que celui-ci sache s'entourer d'un brouillard «de gauche» un peu plus en mesure de tromper son monde. La meilleure preuve est que, comme exemple d'un gouvernement plus à gauche que celui de Prodi, et qui donc mériterait son soutien, Bertinotti évoque souvent... le gouvernement Jospin en France.

Bertinotti va s'ingénier, dans les mois qui viennent, à donner l'illusion qu'il peut représenter une alternative à gauche. Mais ce radicalisme est bien circonstanciel. Et il est souhaitable que pour tous les militants, pour tous les travailleurs qui, dans et en dehors de «Rifondazione», se posent réellement la question de la défense des intérêts économiques et politiques de la classe ouvrière, ce soit l'occasion d'aller plus loin et de poser la question véritable: celle de la construction d'un véritable parti ouvrier, capable de défendre réellement une politique de lutte de classe et d'ouvrir une perspective révolutionnaire.

André FRYS

# Algérie II y a 10 ans L'ARMÉE MASSACRAIT LA JEUNESSE DES QUARTIERS PAUVRES

Il y a 10 ans, du 4 au 10 octobre 1988, les émeutes de la jeunesse algérienne étaient réprimées dans le sang. La répression fit de 500 à 1 000 morts. Plusieurs milliers de jeunes, de travailleurs furent alors arrêtés, certains torturés et parfois détenus pendant de longues années.

A l'origine des événements, il y avait la baisse du niveau de vie des classes populaires qui a suivi l'effondrement du prix du pétrole sur le marché mondial en 1985-1986. Cette baisse fit le bonheur des grandes compagnies pétrolières et des puissances impérialistes, mais elle prit à la gorge les pays producteurs, comme l'Algérie dont la production pétrolière représentait 98 % des exportations du pays.

Les puissances impérialistes n'en exigeaient pas moins le remboursement de la dette, dont le seul paiement des intérêts absorbait en 1988 les trois quarts des exportations. Et l'Etat algérien, étranglé, continua de tout faire pour payer ses créances aux usuriers du monde capitaliste et sacrifia les importations alimentaires, de médicaments, de pièces détachées pour l'industrie, l'entretien et le développement des services publics en même temps qu'il supprimait les aides aux classes pauvres. La pénurie s'installa. Les prix flambèrent. Les salaires furent gelés. Le chômage s'étendait. Et la misère apparaissait d'autant plus révoltante que les privilégiés du régime, les bureaucrates, les affairistes profitaient de la situation pour spéculer et exhibaient

leur luxe alors qu'ils prêchaient l'austérité.

En cet automne 1988, la jeunesse des grandes villes et en particulier d'Alger n'a pas été seule à bouger. Fin septembre, un mouvement de grève avait éclaté dans l'entreprise de camions SNVI de Rouiba, dans la banlieue d'Alger, et s'étendait dans cette vaste zone industrielle. Les lycéens de la ville voisine avaient réagi à l'intervention de la police. Puis la grève s'étendit à d'autres secteurs, à Tizi Ouzou en Kabylie, puis au complexe sidérurgique d'El Hadjar et aux PTT d'Alger. Des affrontements eurent lieu et une rumeur de grève générale courut pour le 5 octobre.

La veille au soir, c'est à Bab El Oued, un quartier populaire d'Alger où vivent beaucoup de familles de grévistes, que les jeunes descendirent dans la rue. Des heurts se produisirent. Le lendemain, les manifestations se transformèrent en émeutes. Tous les symboles de la richesse et du pouvoir, vitrines de luxe, bâtiments publics, ministères, étaient pris pour cibles. Les manifestations se transformèrent en affrontement direct avec l'armée. Le chef de l'État, Chadli, proclama l'état de siège. Mais l'émeute continua de s'étendre aux principales villes du pays. Devant cette flambée de révolte qui dura cinq jours, le pouvoir décida d'écraser le

mouvement. L'armée mitrailla toutes les manifestations. Le 10 octobre l'ordre était rétabli, au prix d'un bain de sang qui avait fait entre 500 et 1 000 morts, en majorité des jeunes. Il y eut aussi des milliers d'arrestations suivies de tortures et de procès.

Cette semaine sanglante venait d'accentuer un peu plus le divorce entre le pouvoir algérien et les classes pauvres, en particulier une jeunesse très nombreuse à qui la société algérienne n'offrait ni présent, ni avenir. Le régime déjà usé se trouva profondément discrédité. Il tenta de retrouver une assise en instaurant un multipartisme destiné à donner l'illusion d'un changement. Mais pour les classes populaires la misère continuait de s'aggraver. Il aurait fallu qu'un parti au service des classes pauvres ouvre une issue aux millions de travailleurs et de jeunes des quartiers pauvres qui n'acceptaient plus le régime. Il aurait fallu un parti qui défende leurs intérêts, propose de prendre sur les richesses des privilégiés et confisque les capitaux destinés à payer la dette aux pays riches. Faute de cela, la colère fit place à un désespoir qui fut le terreau sur lequel se développa un mouvement islamiste intégriste qui contribua à tirer la société algérienne en



SNCF

# UN SERVICE PUBLIC QUI RÉDUIT SANS CESSE LE NOMBRE DE SES TRAVAILLEURS

Après les grèves répondant aux agressions dont ont été victimes des agents de conduite sur différentes régions SNCF de la banlieue parisienne et dans certaines provinces, un haut cadre de la SNCF est intervenu, à la radio, à propos des mesures nécessaires pour en finir avec l'insécurité. « Il faut mettre du monde dans les gares et dans les trains » a-t-il déclaré, avant de poursuivre « Il faut trouver des volontaires et c'est difficile ».

Mais il y a les discours d'un côté et les faits de l'autre. Du côté des faits, de source tout à fait officielle puisqu'il s'agit du bilan social présenté par la direction, les effectifs globaux (travailleurs ayant le statut de cheminot et contractuels) n'ont cessé de diminuer. En 1985, il y avait 250991 cheminots; en 1990, ils n'étaient plus que 208417; en 1996, 179 208; et au 31 décembre 1997, 178 269. Soit 72 722 travailleurs en moins en douze ans. Durant toutes ces années, des gouvernements socialistes et des gouvernements de droite se sont succédé, se partageant la responsabilité de ce bilan. Louis Gallois, le président actuel de la SNCF, a bonne mine lors-

qu'il avance pour sa défense que la baisse des effectifs a été ralentie depuis... 1996!

Mais ce n'est pas tout. Car les chiffres montrent que la proportion des cadres et agents de maîtrise a augmenté au cours de ces années par rapport aux « simples » cheminots. Moins les cheminots sont nombreux et plus l'encadrement augmente!

Le 8 octobre, après la grève des agents de conduite de Paris-Sud-Ouest, Louis Gallois a présenté son plan « sûreté » pour l'Ile-de-France et a donné la mesure de ce qu'il entendait, lui, par « mettre du monde dans les gares et dans les trains ». Pour la « réhumanisation » des gares, comme il dit, les principales mesures envisagées consistent, d'ici fin 1999, à créer en tout et pour tout « 800 emplois supplémentaires dont

400 au statut et 400 emploisieunes ». Mais comme 500 emplois avaient déjà été annoncés avant la grève, ce ne sont donc que 300 emplois supplémentaires que Gallois a vraiment lâchés. Autre mesure annoncée, l'ouverture d'environ 140 gares supplémentaires jusqu'à 23 heures. L'idée de ressortir de vieilles rames (parties en province pour beaucoup

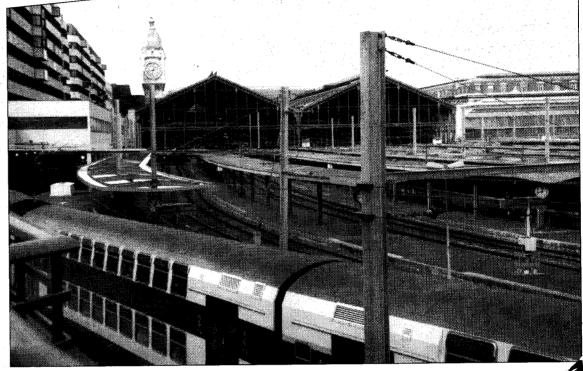
cée. Des raccordements au centre de télésurveillance de la SNCF sont également prévus pour 50 gares non pourvues actuellement, des travaux de protection divers sont annoncés, etc. Du bricolage en quelque sorte, au regard de l'ampleur du problème.

Ces mesures, qui ne concernent que la banlieue parisienne, restent très loin de ce qui serait nécessaire, sinon pour supprimer l'insécurité, du moins pour améliorer sensibledans le wagon de tête est avan- ment les conditions de travail

et de transport des cheminots et des usagers.

Pour cette année 1998, le bilan global de l'effectif SNCF est encore prévu en baisse, de 1500 personnes environ. De cette façon et à ce rythme, le service public ne peut que continuer à se dégrader. Pour qu'il en aille autrement, il faut compter non pas sur la direction SNCF, ses cadres et ses beaux parleurs, mais sur la capacité de mobilisation de ses travailleurs.

Lucienne PLAIN



## Jospin aux cheminots en grève:

d'entre elles) permettant de

faire des trains plus courts et

de concentrer les voyageurs

Invité de France 2 pendant la grève des trains, jeudi 8 octobre, Lionel Jospin n'a pratiquement rien répondu aux grévistes qui réclamaient des créations de postes à la SNCF pour faire face à la montée de l'insécurité.

Il a renvoyé la question des emplois aux PDG de la SNCF et de la RATP, comme si le chef du gouvernement n'avait pas son mot à dire dans la politique d'embauche du service public! « Je ne peux pas, moi, je ne veux pas, plus exactement, prendre des décisions à la place des entreprises, la SNCF et la RATP », a-t-il notamment déclaré.

Par contre, il a beaucoup été question dans cette interview de défense de l'ordre et de la promesse d'une répression accrue pour les fauteurs de troubles, des thèmes chers jusque-là plutôt à un Pasqua, ou à un Juppé, dont on se demande d'ailleurs ce qu'il auraient dit de différent, dans la même situation.

Jospin a ainsi appelé à la raison les jeunes qui s'en prennent aux autobus et à leurs conducteurs, et leurs parents, à leur devoir d'éducateurs (« Quand il s'agit de jeunes adolescents,

c'est à eux de les tenir »).

Mais que faut-il faire? Les seules mesures concrètes avancées par Jospin, outre la promesse de meilleurs équipements de protection et de communication entre agents déjà prévus, sont l'annonce de sanctions plus lourdes pour les délinquants dans les Transports dont on peut se demander quelle efficacité elles peuvent avoir dans le contexte de violence et d'absence de perspectives que vivent les jeunes des banlieues déshéritées!

Les contrôleurs auraient le droit de demander leurs papiers d'identité aux contrevenants, mais ceux-ci refusent déjà de montrer un titre de transport. Alors, une carte d'identité...

Tout cela esquive le vrai problème, qui est celui de la baisse du nombre des agents dans les transports.

« Dans un cadre républicain, l'ordre est une valeur de gauche », a affirmé Lionel Jospin. « On a tendu à opposer, au 19e et au 20e siècle, le parti de l'ordre (la droite) et le parti

du mouvement et du progrès (la gauche). [...] Moi, je pense que ces oppositions aujourd'hui doivent être dépassées. ». Il prend ainsi le visage d'un Père-la-Menace.

Qui veut-il convaincre? Ceux qui apprécient ce genre de langage, traditionnellement de droite, préfèrent en général entendre les originaux (du RPR, de l'UDF, voire du FN) et sont sans doute moins convaincus par les copies du Parti Socialiste. Et ceux qui, à gauche, n'ont pas voté Jospin pour le voir défendre ce type de valeur en sont pour leur frais!

**Claire LACOMBE** 

## SNCF

**Paris** Sud-Ouest

Quelques jours à peine après que les agents de conduite de la ligne C du RER et des lignes banlieue de la SNCF ont repris le travail, les contrôleurs de la région Paris-Sud-Ouest banlieue ont décidé, à l'appel de la CGT et de FO, de se mettre en grève sans préavis. Au moment où nous écrivons, cela fait cinq jours qu'ils réclament des effectifs supplémentaires.

A l'assemblée générale du 12 octobre, il y avait environ 75 présents, sur un effectif global de 400 personnes. 59 se sont prononcés pour la grève, 14 contre et 4 se sont abstenus.

La direction leur a annoncé qu'il y aurait pour la région de Paris-Rive-Gauche 50 emploisjeunes et 50 cheminots supplémentaires, essentiellement des agents de maîtrise destinés à encadrer les emplois-jeunes que la SNCF entend mettre sur les trains ou dans les gares, après 22 heures pour prétendument « humaniser » la banlieue. Ces jeunes pourraient rester sur les quais à attendre deux par deux le passage du dernier

Les contrôleurs ne veulent pas de ces mesures absolument inefficaces pour résoudre le problème du sous-effectif permanent. Ils veulent des emplois supplémentaires de cheminots, et non de jeunes payés au Smic. Ils ne veulent pas voir des jeunes arpenter les quais et les trains, faire le travail de véri-

**Petits** 

calculs

La direction a analysé les

mouvements de grève qui

viennent d'avoir lieu et a

conclu à deux types de conflit:

les grèves catégorielles et les

brique, elle range la grève

des agents de conduite et des

agents de train contre le

manque d'effectifs. Les jours

de grève seront intégrale-

ment retenus sur la paie de

elle place les grèves contre les

agressions. Le direction ne

retiendra qu'une heure par

jour et le dernier jour de

qu'à la direction de la SNCF

En revanche, on constate

grève sera payé 100 %.

Dans la seconde rubrique,

ces cheminots-là.

Dans la première ru-

grèves émotionnelles.

LES CONTRÔLEURS D'AUȘTERLITZ EN GREVE POUR **RECLAMER DES EMBAUCHES** 

tables agents de train sans en avoir ni le titre ni la paie.

Les contrôleurs sont conscients qu'ils s'attaquent à forte partie et que, contrairement aux agents de conduite, leur mouvement n'a pas de répercussions importantes sur le trafic, pour l'instant. Mais ils savent qu'ils sont loin d'être isolés, vu le mécontentement général qui est en train de s'exprimer d'un bout à l'autre de la SNCF. Certes, pour l'instant, les agents de conduite de Paris-Sud-Ouest qu'ils côtoient ne semblent pas prêts à repartir en grève, après les 14 jours qu'ils viennent de faire et que la direction veut leur retenir intégralement sur les paies. Mais dans bien d'autres régions, des mouvements se poursuivent, démarrent ou redémarrent sur ce même problème des effectifs.

La direction et le gouvernement ne veulent rien entendre. Pour l'instant du moins. Car la mobilisation des contrôleurs et de tous les cheminots pourrait créer le rapport de force susceptible de les contraindre à embaucher.

Correspondant LO



## LES PATRONS DU NETTOYAGE VEULENT IMPOSER PLUS DE FLEXIBILITE

Les patrons des entreprises de manutention qui travaillent pour la SNCF se sont saisis de la loi sur les 35 heures pour proposer aux syndicats un accord sur l'application de la réduction du temps de tra-

Les ouvriers des entreprises chargées du nettoyage des trains et de certains travaux d'entretien sont soumis à des conditions de travail particulièrement dures, leurs patrons ne respectant pas souvent la législation en vigueur. Mais l'accord en discussion aujourd'hui prévoit des conditions encore aggravées, avec une flexibilité accrue.

Si l'accord était entériné, les ouvriers passeraient donc de 39 à 35 heures hebdomadaires. Mais le

temps de travail journalier pourrait qu'un repos hebdomadaire d'au avoir une amplitude de 10 heures, moins 35 heures consécutives soit coupures incluses. Ces coupures, au nombre de deux par jour au maximum, pourraient être de 4 heures au total. Les heures de nettoyage des trains étant liées au trafic, avec des pointes dans la journée, on imagine comment les patrons pourraient utiliser une flexibilité accrue.

A l'occasion des pointes de trafic de l'année, comme par exemple les périodes de grands départs lors des vacances de Noël, de Pâques, de l'été, la semaine de travail pourrait totaliser jusqu'à 46 heures. La seule contrainte envisagée par l'accord projeté consisterait à respecter, sur 16 semaines, une moyenne hebdomadaire d'heures de travail ne dépassant pas 35 heures. Par ailleurs, la semaine de six jours pourrait être instaurée pourvu

prévu.

Sur le papier, ce passage aux 35 heures ne devrait pas entraîner de baisse de salaire, car un système compliqué serait censé compenser les 4 heures perdues, le taux horaire restant inchangé. En fait, il entraînerait le gel des salaires pendant deux ans.

Il n'est donc pas étonnant que, dans ces conditions, bien peu de travailleurs soient intéressés par la perspective de ces 35 heures. En revanche, les patrons semblent, eux, pressés de passer à leur application, d'autant plus pressés qu'ils savent qu'à la clé, il y aura des aides de l'État... même si une telle flexibilité ne signifiera pratiquement aucune embauche.

**Correspondant LO** 

Delachaux Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

Depuis la rentrée, les arrêts de travail se multiplient à Delachaux, usine métallurgique de Gennevilliers, employant 95 travailleurs aux Aciers Spéciaux et une quarantaine à la Cataphorèse.

À cela rien d'étonnant: en effet, la veille des vacances annuelles, le patron a annoncé le départ de l'entreprise dans le Gard, au 31 décembre 1998, mettant en demeure les ouvriers des Aciers Spéciaux de la suivre ou... de prendre la porte. Quant à l'avenir de ceux de la Cata, silence radio.

C'est exactement le même scénario qui s'est passé avec la vente des Roues, un des ateliers de Delachaux à Titan, il y a un peu plus d'un an : du jour au lendemain, les travailleurs ont changé de « propriétaires » et se sont retrouvés, moins d'un an plus tard, contraints de le suivre à Flers ou licenciés... Des subventions pleuvaient ici ou là, de la part de la région, du département et des villes aux alentours de Flers, 500 000 chacun, et de l'État, un millions de francs pour « créations d'emplois »!

En cette rentrée de septembre, nous avons arrêté le travail, d'abord pour soutenir la délégation du personnel, puis pendant un jour et demi parce rien n'a été obtenu pour ceux qui ne veulent pas partir de Gennevilliers, que quelques miettes pour le déménagement et par enfant et rien aux autres. Voilà la politique pratiquée par Delachaux.

Pour Delachaux, les choses étaient réglées... mais pas pour les travailleurs. Alors, quand 95 travailleurs se croisent les bras, eh bien, le patron accourt, annonçant en catastrophe la convocation d'une réunion et acceptant que les heures de grève soient payées. Et avec un patron comme Delachaux, c'est déjà une victoire. Mais comme à la réunion prévue, pratiquement aucune amélioration des conditions de départ n'est apparue, la grève est repartie pour la semaine. À la fin de celle-ci, vendredi 9, une ultime réunion a eu lieu, où finalement une prime, en fonction de l'ancienneté, a été accordée pour ceux qui se retrouveront licenciés pour cause de transfert d'activité.

Delachaux, figurant parmi les 400 premières fortunes de France, a su depuis des années s'enrichir sur notre dos et trouver les aides pour lui payer ses licenciements. Ce qui a déjà été obtenu est une victoire pour les travailleurs, mais cela n'est pas suffisant. À nous de lui faire payer la note.

il n'y a qu'une seule catégorie de technocrates, pas émotionnelle du tout, et qui cherchent à nous diviser.

## Dans les entreprises

Levi-Strauss (La Bassée - Nord)

# ILS FONT DES BÉNÉFICES... ET VEULENT LICENCIER

Le groupe Levi-Strauss a décidé la fermeture de quatre usines, trois en Belgique et une en France, à La Bassée, dans le Nord. Au total, plus de 1 400 emplois sont menacés.

A l'usine de La Bassée, l'annonce de la possible fermeture de l'usine a été ressentie comme un coup de massue par les 530 employés, en majorité des femmes. Cela faisait des années que la direction leur répétait qu'elles étaient « particulièrement performantes ». Elles savent bien aussi qu'un jean 501 coûte

33,40 F en sortie de chaîne pour être vendu 470 F en magasin. Personne ne se fait de bile pour le patron! Les salaires aux pièces sont, eux, très bas: de 6000 à 8500 F au maximum quand on est très rapide.

Le 30 septembre, le directeur a convoqué les déléguées en CE extraordinaire et leur a dit en substance que, bien sûr, c'est déchirant, mais il va falloir se préparer à la fermeture de l'usine.

Les machines arrêtées, le micro branché, les déléguées ont fait l'annonce dans l'atelier. Au début, l'abattement a dominé. Beaucoup pas payée, de leur conjoint au chômage. Il y a même beaucoup de couples qui travaillent ensemble chez Levi's depuis des années. Depuis, les conversations ont pris une autre tournure. On passe plus de temps à discuter qu'à travailler, et les chefs, d'habitude si hargneux, n'ont pas le cœur non plus à pousser au travail.

Chacun commence même à regarder les comptes de l'entreprise. Car il y a bien des déficits annoncés, 7,3 millions en 1996 et 11,5 millions en 1997. Mais ils sont artificiels. Car la direction a fait des « provisions pour

risques » pour ces deux années comme elle n'en avait jamais fait auparavant: 14,3 millions de provisions en 1996 et 29,2 millions en 1997. C'est plus de deux fois les bénéfices et ce sont ces provisions, déduites des bénéfices, qui créent les déficits! Et l'abattement pourrait bien se changer

GEMS (Buc - Yvelines)

## DES LICENCIEMENTS, DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES, ET LE MÉPRIS EN PLUS!

A Buc, près de 1500 salariés étudient et fabriquent du matériel radiologique, dans cette filiale du groupe industriel américain General Electric, dont les bénéfices en 1997 équivalaient à la paye de 700 000 smicards durant un an.

En 10 ans, 9 plans sociaux se sont succédé. Le dernier, au début de l'année, supprimait 386 postes, près du quart de l'effectif. Et malgré des reclassements « internes », « externes », les transferts en soustraitance et les préretraites « maison », il reste près de 75 salariés en recherche d'emploi. Ils sont, ou seront prochainement, affectés à Cap-Emploi, une cellule de reclassement mise en place par GEMS.

Et bien que le personnel dans l'entreprise ne suffise pas pour la production, la direction ne veut même pas - ce qui serait pourtant logique - faire appel aux salariés de Cap-Emploi car, pour elle, « Cap-Emploi n'est pas une agence de travail temporaire ». C'est tout dire!

Pourtant les heures supplémentaires, déclarées ou pas, étaient légion dans tous les services bien avant ce dernier plan social, et le travail du samedi est de nouveau réapparu dans certains ateliers.

Ainsi, à l'atelier Composants, la hiérarchie a demandé aux salariés licenciés qui partent en préretraite « maison » de différer leur départ. Elle a embauché des intérimaires dont certains ne sont pas à leur première venue dans l'entreprise. Car elle n'arrive pas à respecter son plan de production, pourtant élaboré avant les suppressions de postes. Et pour couronner le tout, cette même hiérarchie, il y a quelque temps, a invité le personnel, dont les licenciés préretraités, à « célébrer » les départs en retraite. Pour une fois, elle ne regarda pas à la dépense et proposa même de payer le taxi à une future préretraitée pour la raccompagner de Buc (à côté de Versailles) chez elle... au Mans.

Ce fut célébré comme il se doit par les anciens, car pratiquement aucun n'est venu!

Correspondant LO

## Base Intermarché (Amilly - Loiret)

Depuis le mercredi 7 octobre, 83 ouvriers de la « base Intermarché » d'Amilly, près de Montargis, sont en grève. Cette base ravitaille les magasins Intermarché de l'Allier, de Nevers, et ceux de la région de Montargis. Elle emploie 300 personnes, dont un tiers en contrat intérimaire, avec des bas salaires et des conditions de travail

et des cadences infernales. Il y a de grosses différences de salaire selon les bases. A Amilly, les salaires tournent autour du SMIC. Un chauffeur gagne 7800 F brut, un préparateur 6800 F brut, pour des horaires élastiques. Un chauffeur qui travaille à la journée peut très bien attendre chez lui d'être appelé au téléphone. Il peut nartir travailler à 11 heures ou midi et ne revenir que vers minuit. Quand ils dépassent leur temps de travail, ce qui est fréquent, les chauffeurs sont renvoyés chez eux, mais ne sont pas en congé pour autant: ils sont d'astreinte, auprès de leur téléphone, et peuvent être rappelés à n'importe quel moment de la journée. La flexibilité est totale.

Il faut toujours faire vite, au mépris de la sécurité. Les ouvriers qui stockent les marchandises et préparent les commandes n'ont pas le temps de ranger les cartons d'emballage ni les colliers de sertissage, qui encombrent les allées où circulent les fenwicks. Les chutes sont fréquentes. Des grévistes, venus rendre visite aux employés de l'hôpital qui se trouve juste à côté, leur ont dit: « On vous connaît, on est

des bons clients ». La direction a mis le feu aux poudres en s'en prenant à la prime d'intéressement. Elle a pris prétexte des dépenses exceptionnelles (c'était l'anniversaire des Mousquetaires), alors qu'Intermarché fait des milliards de bénéfices!

Depuis, les grévistes empêchent la sortie des camions Intermarché. Ils ne laissent sortir que les camions des entreprises extérieures, à raison d'un toutes les trois heures. Les marchandises commencent à manquer dans les magasins et la direction joue l'intimidation. Elle fait filmer les grévistes, multiplie les pressions sur les non-grévistes en les menaçant de licenciement s'ils se mettent en grève (beaucoup sont en CDD). Montargis pour entrave à la circu-

lation des camions et sous le prétexte faux que les grévistes auraient empêché les non-grévistes de sortir de la base. Le tribunal a retenu la version de la direction. Cela n'a pas entamé le moral des grévistes qui, à la sortie du tribunal, ont rencontré des lycéens qui manifestaient. Ils leur ont distribué des tracts sur leur conflit.

La direction craint l'extension du mouvement. Dans une base qui se trouve à quelques kilomètres d'Amilly, elle a donné une prime de 1000 F dès que les travailleurs ont menacé de se mettre en grève. Une grande majorité des travailleurs d'Intermarché font grève pour la première fois. La direction pensait sans doute que ça n'arrivait qu'aux autres, et a du mal à Elle a assigné les grévistes au tri- admettre que des gens qu'elle bunal de grande instance de exploite puissent exiger, tout simplement, le « respect de l'ouvrier ».



## Dans les entreprises

ETG (ex-Chausson) Gennevilliers L'ÉTAT INTERVIEN

Le 30 juin dernier Renault avait Renault région parisienne à partir officiellement annoncé que l'usine ETG fermerait définitivement à partir de 2001. Cette annonce était assortie d'un plan prévoyant que les 322 travailleurs « les moins âgés » devraient avoir quitté l'usine à cette date. Pour les plus anciens Renault promet une prolongation du site en activité réduite pendant encore trois ans.

Nous n'avons pas été dupes. Dès le début juillet lors d'une manifestation à Bercy, au ministère des Finances, les trois syndicats (CGT, CFDT et CGC) exigeaient une fois de plus que l'État intervienne pour garantir qu'aucun d'entre nous n'ira à l'ANPE.

Depuis, plusieurs réunions de « négociations » se sont déroulées entre la direction de Renault Véhicules Utilitaires et les délégués. Elles mettent en évidence que la prolongation du site après 2001 est plus un leurre, pour diviser les travailleurs entre plus jeunes et plus anciens, qu'une réalité. C'est ainsi que Renault, dans un récent projet soumis aux syndicats, ne parle plus que de garantir un emploi sur

de 2001. De plus Renault ne propose aux plus jeunes, qui, eux, doivent obligatoirement partir avant 2001, que des reclassements pour la plupart inacceptables car situés à des centaines de kilomètres de la région parisienne.

Après avoir pendant des mois refusé de négocier avec les salariés d'ETG, niant même ses projets de fermeture, Renault veut maintenant faire passer ses décisions au plus vite et imposer ses conditions dans un accord cadre destiné à gérer le futur « plan social », c'est-à-dire les futurs licenciements. Toute cette stratégie a dû être concoctée de concert avec le gouvernement qui a toujours manifesté un soutien sans faille à la direction de Renault quand elle réduit le personnel. Elle repose sur le fait qu'après plus d'un an de lutte décidée, Renault mise sur la lassitude et la division du per-

En fait, il devra déchanter. Depuis la rentrée les assemblées générales régulières sont tout aussi nombreuses qu'au plus fort du mouvement et la présence des agents de maîtrise, techniciens et employés y est, elle, de plus en plus nombreuse. C'est ainsi qu'une journée de grève, assortie d'une manifestation à l'Assemblée nationale, a été organisée par les trois syndicats pour le jeudi 8 octobre.

L'objectif de l'Assemblée nationale avait été choisi parce que le gouvernement, non seulement depuis un an ne répond pas aux demandes des salariés d'ETG, mais utilise le mensonge à notre propos. C'est ainsi que Pierret, secrétaire d'État à l'Industrie, dans une réponse au député PCF de Gennevilliers, le 21 septembre, non seulement approuvait le plan de Renault mais prétendait même que ce plan avait reçu l'accord des salariés et des syndicats.

En fait, ce 8 octobre, ce qui a fait l'unanimité, c'est le rejet du plan de Renault et la présence de tous, de l'OS au cadre, à la manifestation regroupant plus de 600 travailleurs alors qu'il reste moins d'un millier de travailleurs à l'usine.

Arrivés place de la Concorde, nous avons été bloqués devant le pont par les gendarmes mobiles.

Mais alors que des négociations se déroulaient pour qu'une délégation soit reçue par la présidence de l'Assemblée, la police chargea les travailleurs à plusieurs reprises. Le simple fait de défendre notre gagne-pain nous a valu d'être traités comme des malfaiteurs. Une fois de plus la gauche au gouvernement s'est comportée, en la matière, de façon pire que la droite qui, elle, en la personne de Philippe Séguin, au moment du conflit de Chausson Creil, avait reçu les délégations sans que les travailleurs se fassent matraquer.

La suite des événements a été également édifiante quant à la façon dont le gouvernement « lutte contre le chômage ». En effet, le cabinet de Laurent Fabius puis le groupe socialiste ne nous ont vraisemblablement reçus que parce que la droite (groupe Démocratie Libérale) l'avait fait avant eux. Quant au groupe communiste il n'était pas « au courant », ont dit ses représentants. Pourtant les camarades du PCF de l'usine avaient fait le nécessaire depuis longtemps auprès du député de

Gennevilliers... qui était « indisponible » à la dernière minute. Bien évidemment si, en son temps, la droite avait cédé, c'était dû uniquement aux luttes acharnées des camarades de Chausson Creil. Mais le gouvernement de la gauche plurielle refuse de tenir les engagements qui avaient été pris par Balladur et met son point d'honneur, non seulement à ne rien céder, mais en plus à traiter les travailleurs avec mépris.

Les travailleurs sont sortis renforcés de cette journée, parce que cette manifestation a été la plus nombreuse organisée jusqu'à ce jour, que nous avons tenu le coup malgré la police... et la pluie. Cela s'est d'ailleurs ressenti le lendemain vendredi 9 à l'assemblée générale, où un délai d'une semaine a été donné au gouvernement pour s'impliquer directement dans les négociations que nous tentons d'avoir avec Renault. Faute de quoi, il aura à nouveau notre visite et cette fois pas forcément à un jour et dans un lieu annoncés à l'avance.

**Correspondant LO** 

#### Renault Flins (Yvelines)

## PRODUIRE 24 HEURES SUR 24, POUR NE PAS EMBAUCHER

bénéfices records de 4,4 milliards équipe de nuit partielle qui lui tenance des installations et la pour le 1er semestre 1998, ainsi permettait d'utiliser les installaqu'une importante progression de ses ventes en Europe de l'Ouest, Renault prépare une nouvelle modification des horaires de travail de l'usine de Flins. Sa direction vise à nous faire fabriquer des voitures 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Après avoir fait fondre en 10 ans de moitié l'effectif de Flins, après avoir arrêté la production à Billancourt et fermé l'usine belge de Vilvorde, qui produisait des Clio, les dirigeants de Renault feignent de s'apercevoir qu'il faut fabriquer des voitures.

Ils préparent la mise en place à Flins d'un système infernal où des ouvriers travailleront la nuit. 13 jours sur 14, à fabriquer des Clio.

Après avoir annoncé des avait inventé l'équipe « 5 », une tions 20 heures sur 24. Elle avait, au passage, supprimé les temps de repas des deux équipes de jour. Mais maintenant, c'est 24 heures sur 24!

> Pour l'instant, le département de Tôlerie est concerné. Mais personne n'est dupe, si cela fonctionne, la direction a l'intention d'étendre à toute l'usine ce système complexe d'équipes de nuit: l'une travaillerait alternativement une semaine 4 nuits de 9 heures, l'autre semaine 3 nuits de 9 heures. Une autre équipe devrait faire des nuits de 9 heures le week-end, les samedi, dimanche et lundi d'une semaine et vendredi, dimanche et lundi de l'autre – un samedi restant « libre » tous les 15 jours.

Il existe déjà une équipe de Il y 5 ans, la direction de Flins nuit de quelques dizaines d'ouvriers, assurant à la fois la mainproduction, et touchant 1500 à 3000 F de plus par mois qu'en journée. La direction, d'ailleurs, cherche tous les moyens pour rogner cette différence de salaires en manipulant leurs horaires.

Pour ces nouveaux horaires, la direction prévoit pour l'équipe de nuit en week-end 683 F de plus par mois, par rapport aux équipes de jour. Quant à l'équipe de nuit en semaine, elle n'aura droit qu'à... 91 F par mois de différence de salaire. Pour les camarades qui travailleront la nuit, il n'y aura donc même plus une compensation financière, qui ne compense pas le sommeil perdu, mais qui permettait au moins d'avoir un salaire plus correct.



Il va sans dire que les volontaires ne se précipitent pas pour faire ces équipes. La direction, pour trouver les 300 travailleurs dont elle a besoin, a donc recours à toutes sortes de pressions. Pour certaines catégories, en particulier les agents de maîtrise et certains professionnels, la pression se fait directement, en insinuant que leur poste est supprimé, mais qu'il existe en revanche un poste en équipe de nuit.

Faute de parvenir à ses fins, la direction commence à recruter, pour ces horaires, de nombreux intérimaires. Elle propose également l'embauche en CDI à des travailleurs en CDD... à

condition que ce soit dans ces équipes de nuit. Ces propositions et le mépris dont elles témoignent révoltent beaucoup de travailleurs de Renault.

Sur le fond, personne n'admet la « nécessité » de fabriquer des voitures la nuit. D'autant que Renault a fermé des usines et a mis des ouvriers au chômage. Cette logique patronale, cette logique des profits maxima pour les actionnaires et les banques, se heurte à la logique naturelle du mode de vie humain. Si Renault veut fabriquer de plus en plus de voitures, qu'il embauche!

**Correspondant LO** 

## Dans les entreprises

La Poste - Arles (Bouches-du-Rhône)

## LES FACTEURS TOUJOURS EN GREVE

Les facteurs d'Arles continuent leur grève (LO 1576 et 1578). Le tribunal, après avoir débouté les grévistes sur l'illégalité de l'emploi de personnel occasionnel pour remplacer les facteurs, a aussi débouté La Poste qui voulait une astreinte contre les grévistes qui auraient empêché les camions de circuler.

La direction de La Poste campe sur ses positions. Elle ne veut donner aucune garantie aux

sur rien, ni sur l'embauche, ni sur le maintien de ce qui se fait aujourd'hui, ni sur les tournées. Au contraire, elle veut remettre à plat toute l'organisation du travail et préparer des tournées maison, des tris raccourcis et un aménagement du temps de travail qui ressemble à s'y méprendre à une augmentation de la quantité de travail.

Face à cela, les facteurs ont trouvé des alliés dans tous les bureaux de poste du groupement. Les facteurs et les bureaux de poste

facteurs. Elle ne veut s'engager Alpilles-Camargue ont fait une grève très bien suivie. Ce mouvement de soutien avait été préparé par des prises de parole dans les bureaux.

Comme la direction de La Poste ne veut donner aucune garantie, les grévistes ont répondu au cours de leurs assemblées générales qu'il n'était pas question de déménager dans le nouveau bureau de Fourchon sans ce minimum de garanties. Et pour l'instant, les grévistes tiennent toujours bon.

**Correspondant LO** 

France Télécom

## **GREVES** DANS LES AGENCES **COMMERCIALES**

Le 12 octobre dans deux agences commerciales de Lyon (Part-Dieu et Presqu'île), le personnel de l'accueil téléphonique et les vendeurs des « téléboutiques » se sont mis en grève pour la deuxième fois en huit jours. Le lundi précédent, 70 % d'entre eux, soit 180 grévistes, avaient arrêté le travail. Une seule téléboutique sur neuf était restée ouverte.

Cette fois-ci, ils ont été rejoints par ceux de l'agence de Villefranche-sur-Saône. Et aussi par les employés du 1013 (service des dérangements), qui refusent la fermeture du service le soir, les dimanches et jours fériés, ainsi que des modifications d'horaires.

La semaine précédente, ceux des services commerciaux avaient manifesté à une centaine, profitant de l'inauguration d'une boutique « Wanadoo », provoquant l'annulation de cette inauguration. Et cette semaine, ils se sont rassemblés à la direction régionale.

Ce mouvement fait suite à plusieurs mois de mécontentement.

Depuis plusieurs années, le commercial est la priorité de France Télécom. Il faut « faire du chiffre », vendre des téléphones mobiles, placer des abonnements aux différents produits et services.

Dans ce but les horaires d'ouverture sont élargis le soir et le samedi, les pressions se multiplient. Les équipes et les individus sont mis en concurrence, à l'aide de challenges qui se succèdent, récompensés par des bons d'achat chez Carrefour!

Pour répondre plus rapidement et plus longtemps aux « clients » qui téléphonent, ou pour les recevoir plus tard il faudrait plus de monde.

Or globalement France



Télécom diminue ses effectifs, les embauches se font au comptegouttes, et cela ne compense pas les départs. Par exemple, en 1998, il n'y a eu que 19 embauches sur la direction régionale de Lyon, qui emploie 3800 salariés.

La direction pare au plus pressé, en multipliant les recours aux intérimaires, aux CDD, contrats de qualification et autres emplois précaires.

Quant aux salaires, si un fonctionnaire en fin de carrière arrive péniblement à 9000 F par mois, les quelques nouveaux embauchés doivent se contenter de 6500 F sans évolution de carrière.

Des agences de Lyon se sont mises en grève en même temps pour réclamer: l'embauche des CDD et des intérimaires; l'égalité des salaires entre contractuels et fonctionnaires; la qualification du poste de travail au niveau supérieur; la réduction du temps de travail de 4 heures par semaine.

La direction a dû à chaque fois recevoir une cinquantaine de grévistes. Chacun a pu dire ce qu'il avait sur le cœur, mais sur l'essentiel elle n'a rien lâché. En attendant, les grévistes ont décidé que, contrairement à l'habitude, le travail se ferait « sans urgence ni précipitation ».

Après des mois d'expectative qui ont suivi la privatisation de France Télécom, il semble bien que le climat soit en train de changer.

La Poste Paris 9º

## AU GUICHET DES MOYENS... POUR SUPPRIMER DES EMPLOIS

Dans plusieurs bureaux de poste de Paris, des comptages ont lieu pour, paraît-il, réduire le temps d'attente au guichet.

Bonne idée, diront tous ceux qui sont obligés de se rendre dans un bureau et d'y faire la queue. Mais ce plan SAM, visant à l'attente minimum, a déjà été utilisé à plusieurs reprises, chaque fois que La Poste voulait supprimer des guichets.

A Paris-Rochechouart, dans le 9e arrondissement, il y a bien 8 emplacements de guichets, mais jamais plus de 5 guichets depuis déjà plusieurs années. Et il faut croire que c'est encore trop, puisque La Poste y a envoyé 6 jeunes sous contrat « emploi-jeune » effectuer des comptages. Armés de stylos optiques et de codes barres différenciés par guichet, ils ont compté entrées, sorties, attentes des usagers et pauses des guichetiers pendant une semaine entière. C'est peu dire à quel point ils étaient passionnés! Surtout qu'ils ne se faisaient aucune illusion sur l'utilité de leur tra-

En effet, avant d'être lancés dans un bureau, ils avaient été réunis par des cadres de l'arrondissement qui leur avaient expliqué qu'il s'agissait d'aider à la mise en place des 35 heures au guichet.

Mais l'un des jeunes est intervenu pendant la réunion pour raconter que, dans le bureau où il avait pris part à ce type de comptage, il y avait eu 2 suppressions d'emploi après l'opération SAM.

Du coup, ils ont tous été « briefés » sur le rôle éminemment social de leur mission.

Et au guichet, on trouve choquant que La Poste mette les moyens en effectifs et en matériel performant pour supprimer des postes de travail et emploie pour cela des jeunes peu payés et en contrat précaire.

Alors que, pour réduire vraiment l'attente au guichet et accueillir correctement les usagers, ce sont des milliers d'emplois que La Poste et le gouvernement pourraient créer, à commencer par rouvrir les guichets qui ont été fermés.

La Poste - Centre de tri du Landy (Paris)

## LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS NE PASSENT PAS

tion s'active pour supprimer 200 emplois, sur les 600 que compte le centre, d'ici fin 1998.

Le 8 octobre, au Landy, c'était jour de grève appelé par tous les syndicats. Nous étions entre 80 et 90% dans les services de jour et 60% dans les services de nuit. Nous étions plus nombreux lors du rassemblement devant la direction du Courrier International. Celle-ci n'a pas changé d'orientation. La seule réponse vint du chef de centre qui, par une note, entendait interdire les assemblées jusqu'à la fin du mois d'octobre... promettant, au cas où nous outrepasserions son diktat, de nous enlever une heure de congé. Dès le lendemain, il eut la réponse qu'il méritait : des assemblées se tenant à chaque prise de service!

À ce jour, il n'y a que 57 départs prévus à la retraite ou en mutation, d'ici la fin du mois de décembre. 295 agents ne font pas de fiches de vœux (en clair, ils souhaitent rester au Landy). Par Correspondant LO | ailleurs, aucune mutation n'est pré-

Depuis le mois de juin, la direc- vue pour les 101 collègues antillais qui souhaitent retourner au pays. Il en va de même pour les provinciaux qui entendent obtenir la mutation de leur choix. Nous n'entendons pas être mutés n'importe où au bon vouloir de la direction, ni même supporter toutes les pres sions des « conseillers mobilité » (des cadres chargés de nous inciter au départ).

La direction est loin de son compte car il n'y a pas 143 volontaires au départ. Que compte-t-elle faire maintenant? Elle ne le dit pas mais, pour le personnel, l'inquiétude demeure et il était urgent, à la fin de la période des congés, de renouveler notre mise en garde.

Cette journée de grève et de rassemblement est un encouragement pour tous à ne pas accepter toutes les volontés de la direction. Il n'y a aucune raison d'accepter des mutations qui ne nous arrangent pas, histoire de rendre service à La Poste qui veut supprimer entre 4000 et 7000 emplois par an, alors qu'il y a 3 millions et demi de chômeurs.

## Centre hospitalier de Roubaix

## VERS LA FLEXIBILITÉ?

A l'hôpital de Roubaix, nue; elle apprend par exemple que comme dans d'autres hôpitaux, les conditions de travail se dégradent et les effectifs se réduisent. Dans les services de soins, l'encadrement oblige de plus des agents à venir remplacer au pied levé, dans leur service ou même dans un autre service, quand ce n'est pas dans un autre établissement. Certains cadres renvoient par ailleurs des agents chez eux sous prétexte que la charge de travail ne serait pas suffisante. Ces heures non travaillées doivent être récupérées un autre jour. Les horaires sont parfois modifiés quelques jours à l'avance sans que la personne concernée soit préve-

tel jour, elle travaille l'après-midi au lieu du matin ou qu'un repos est supprimé.

La direction voulait, dans ce contexte, mettre en place un système de grilles horaires dans tous les services de soins. Elle voulait aussi que tous les chefs lui remettent une feuille de roulement mensuelle. Ceci afin de faciliter les dépannages d'un service à l'autre.

Dans ces grilles, on serait à tour de rôle du matin, de l'aprèsmidi et de nuit. Mais, certains jours, on voyait apparaître des annotations bizarres: soit des astérisques, soit des « V » comme « volant », soit « Rt » comme

« remplacement ».

Lors d'une des premières réunions destinées à mettre en place ce système, une surveillante-chef dévoila le pot-aux-roses. Les astérisques veulent dire qu'on est à la disposition de l'hôpital mais qu'on peut rester chez nous si on n'a pas besoin de nos services. Il ne faut pas prévoir de rendez-vous ce jour-là.

A ceux qui n'avaient pas bien compris le message, elle ajouta: « Si vous n'êtes pas contents, vous pouvez aller vendre des frites sur l'autoroute ».

Le mardi 22 septembre, une vingtaine d'agents se rendirent au local de la CGT où il était décidé

d'appeler à une grève avec manifestation le 2 octobre, lors du CTE (sorte de comité d'entreprise dans les hôpitaux).

La direction, sentant le bon écho que rencontrait cet appel, se sentit obligée d'organiser deux réunions d'information: elle s'engageait à ce que la légalité soit respectée, les agents auraient leurs horaires en temps voulu. Il ne s'agissait plus d'instaurer des astreintes, c'étaient, selon elle, les surveillantes qui avaient mal compris. La plupart des agents prenaient ce boniment avec d'autant plus de scepticisme que la direction ne respecte déjà plus la légalité dans de nombreuses circonstances.

Les responsables de la CGT de l'hôpital ont décidé que c'était un recul suffisant pour annuler l'appel à la manif.

Malgré cela, le 2 octobre, nous avons été une quarantaine à manifester devant le CTE que nous avons envahi et dont la réunion fut de ce fait annulée.

La semaine suivante, une note de service de la direction et de l'encadrement nous avertissait que la mise en place des grilles horaires était ajournée. Ce qui représente déjà un recul. Nous avons évidemment intérêt à rester vigilants.

Correspondant LO

## Hôpitaux d'Ile-de-France

## MANIFESTATION RÉGIONALE **DES AIDES-SOIGNANTES**

Jeudi 8 octobre, environ 800 de la retraite ». C'est la revendiaides-soignantes et auxiliairespuéricultrices se sont retrouvées, malgré la grève des transports de banlieue, pour une manifestation sous la pluie. La banderole intersyndicale de tête réclamait « de véritables négociations, l'évolution de carrière, l'amélioration

cation d'intégration des primes dans le salaire de base qui motivait le plus les participantes car, comme l'exprimait un slogan, « Salaires de primes, retraite déprime ». En effet, un AS en fin de carrière, au maximum de ses échelons, touche 9500 F par mois,

dont 2500 à 3000 F de primes, soustraites de la base de calcul de sa retraite.

En ce qui concerne les salaires, les AS présentes ont peu repris les revendications syndicales, mal comprises (accès à une échelle supérieure sans quota, soit 400 F de plus). Pourtant, en discutant,



chacune reconnaît que les salaires mériteraient un bon coup de pouce! Et cela concerne aussi les autres catégories de personnel.

Dans les hôpitaux où les syndicats avaient fait le travail d'ap-

peler, il y a eu du répondant de la part du milieu syndical élargi, mais sans plus. Ce n'est, espérons-le, que partie remise.

**Correspondant LO** 

# Caisses d'Allocations Familiales de l'Essonne

Actuellement, un millier d'allocataires se pressent chaque jour aux guichets des Caisses d'Allocations Familiales d'Évry et d'Arpajon dans l'Essonne.

Pour les recevoir, c'est... le sauvequi-peut. Les services de liquidation sont utilisés pour épauler les agents d'accueil. Mais dans le même temps. ce sont les courriers et les dossiers des allocataires qui s'entassent faute d'agents (8 jours de retard en moyenne).

Comment la CAF en est-elle arrivée là? En six ans, le nombre d'allocataires a augmenté de plus de 19%, passant de 135 113 à 161 383. Le nombre de RMIstes a été multiplié par trois. Dans le même temps, les effectifs ont diminué de près de 12%. Ceci a impliqué une augmentation du volume de travail: 53 % de courriers supplémentaires, plus 13,8% de nouveaux dossiers à traiter, plus 17% de communications téléphoniques.

Malgré la meilleure volonté, le personnel ne peut plus faire face.

Depuis des années, la politique de la direction, du conseil d'administration et du ministère consiste à viser à abaisser le coût de gestion d'un dossier allocataire tout en prétendant vouloir améliorer la qualité du service rendu aux allocataires. C'est contradictoire.

Pour essayer de faire face aux retards, la seule solution trouvée par la direction a été d'instaurer des heures supplémentaires obligatoires, notamment en faisant venir les agents le samedi 10 octobre.

Pour revendiquer l'embauche d'effectifs supplémentaires, les agents ont fait grève lundi 12 octobre. Car si l'on veut maintenir et améliorer le service rendu aux allocataires, la seule solution c'est l'embauche, surtout quand tant de gens cherchent du travail.

Correspondant LO

## RATP - Ateliers de Championnet (Paris 18e)

## HARCELÈMENT CRIMINEL

Le 8 octobre, un ouvrier de la d'entre nous des déplacements à des plus personne, il a été découvert à d'explication. temps. L'émotion a été forte. Dès le lendemain, nous étions 150 en grève pour exiger le départ des deux cadres responsables du secteur.

Ces derniers sont honnis par tous en raison de leurs méthodes dictatoriales d'autant plus sensibles que, depuis près d'un an, des horaires de travail déments nous sont imposés. Le travailleur qui a « craqué » avait subi un harcèlement particulier de la part de ces deux individus. En effet, il refusait des horaires de travail insupportables pour tous (quelquefois jusqu'à minuit).

Les responsables du secteur affichaient un mépris profond des travailleurs et de leur vie de famille. Ils étaient capables d'imposer à certains

manufacture s'est ouvert les veines à heures invraisemblables sans raison l'atelier. Heureusement, alors qu'à valable. « Je le veux ainsi », était la cette heure-là il n'y avait pratiquement réplique cinglante qui leur tenait lieu

Aussi, au-delà de l'émotion et de la colère suscitées par le geste de désespoir de notre camarade, exigions-nous le retour à des horaires et à une organisation du travail antérieurs.

Après deux jours de grève, le deuxième étant au retour du weekend et alors que nous étions décidés à aller jusqu'au bout pour obtenir satisfaction, la direction a compris qu'il ne s'agirait pas que d'un feu de paille. Le lundi soir, elle annonçait qu'elle retirait ses deux cadres du secteur et qu'elle allait revoir les horaires.

Mardi 13 au matin, la reprise était votée avec le sentiment d'avoir remporté une victoire de la dignité et de la solidarité.

## Carnaud Metalbox ARNAQUE PATRONALE AUX SUBVENTION PUBLIQUES

France, premier producteur de boîtes de conserve avec 60 % de la production française, est passé maître, à l'instar de nombreux patrons, dans l'art de collecter des fonds publics.

de Carnaud avaient réclamé 1,5 million de francs du Conseil régional des Paysde-Loire pour des créations d'emplois à Nantes, alors qu'une partie de ces emplois correspondaient à des transferts en provenance de l'usine de Torfou, dans le Maine-et-Loire, qu'ils fermaient dans le même temps. Le bilan global de l'opération pour les deux usines était une perte de 24 postes.

Voilà qu'ils récidivent dans le Nord-Pas-de-Calais. en réclamant 3 millions de francs d'aides de la région, plus 4,2 millions de francs du fonds européen, sous prétexte d'installer deux lignes nouvelles dans l'usine d'Outreau, près de Boulogne-sur-Mer, ce qui créerait, selon eux, 47 emplois.

Passons sur le fait que ces 47 emplois laissent perplexe tout le monde, étant donné que deux lignes automatisées ne nécessitent même pas le tiers de per-

Carnaud Alimentaire sonnes. Mais de toute façon il se privent pas de profiter de faut du culot pour jouer aux créateurs d'emplois quand la direction, à l'échelle des onze usines en France, vient à peine d'achever un plan de 114 suppressions d'emplois.

En plus, l'installation de Il y a un an, les patrons lignes dites « nouvelles » se fait rarement avec du matériel neuf, le plus souvent avec du matériel récupéré: c'est ainsi que les lignes de boîtes pour corned-beef, déménagées de Torfou lors de la fermeture de l'usine, ont abouti à Nantes et à Périgueux. Qu'une cisaille est arrivée à Laon après avoir servi à Mâlines, en Belgique, autre usine du groupe fermée l'année dernière, tandis qu'une machine comparable quittait Laon à destination de l'usine de Nantes! Et qu'un tronçon de ligne qui avait servi à l'usine de Laon pendant cinq ans a été installé récemment à Boulogne-sur-Mer. L'opération prévue à Boulogne et pour laquelle Carnaud demande des millions est-elle de la même veine? On peut se poser la

Bref, vu par les travailleurs du groupe, ce qui est présenté comme des investissements afin de recueillir les subventions publiques ressemble bien plus à une valse de machines « d'occasion » d'une unité à

De plus, les directions ne

l'annonce de l'arrivée, réelle ou supposée, de nouvelles lignes pour exiger de nouvelles concessions au détriment des travailleurs. La création de lignes nouvelles à Nantes ne s'est faite qu'à la condition que les ouvriers des ateliers concernés soient astreints à des horaires en 4 X 8, incluant nuits et week-end, ce que les travailleurs du grou-

pe avaient toujours refusé.

A Laon, les patrons n'ont pas hésité à conditionner l'arrivée d'une nouvelle presse à une clause antigrève pour l'atelier concerné. Les syndicats s'y sont opposés, la direction a tenté de les court-circuiter en organisant un référendum. Mais, les travailleurs ayant fait échec à ce chantage en s'abstenant massivement ou en votant contre,

la direction a annoncé qu'elle n'installerait pas cette nouvelle machine.

Bref, quand un patron annonce des investissements, on peut douter de leur réalité, et c'est surtout prétexte à faire tomber les fonds publics dans l'escarcelle et à demander de nouveaux reculs de la part des travailleurs.

Correspondant LO

### Lutte Ouvrière dans le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais

Nous reproduisons ci-dessous l'intervention de notre camarade Dominique Wailly, un des sept conseillers de Lutte Ouvrière de la région Nord-Pas-de-Calais, intervention portant sur Carnaud Metalbox et faite le 28 septembre au Conseil régional.

«La société Carnaud Metalbox demande au Conseil régional une subvention de 3 millions de francs. Elle sollicite aussi des subventions de 3 millions du FSI- FEDER et 1,2 million du DEDER-CFMO (Fonds européen).

Carnaud fait partie du groupe Crown Cork, leader mondial de la boîte de conserve. Cette société réclame une subvention pour l'installation de deux lignes de fabrication à l'usine d'Outreau (Boulogne-sur-Mer), censées créer 47 emplois.

La société sort à peine d'un plan social qui a supprimé 114 emplois (dont 11 à Outreau) [...] effectif au premier trimestre 1998. Cette branche du groupe est passée, en effectifs réels, de 2237 salariés en 1992 à 1840 en 1997, soit 400 en moins en cing ans. Elle a réalisé 108 millions de bénéfice net en 1997.

[...] A l'heure où je vous parle, la société Carnaud Metalbox a décidé de geler tous ses investissements en France. A l'usine d'Outreau, la dalle est posée mais les travaux sont arrêtés. De plus, dans le journal Les Echos en date du 23 septembre, le groupe Crown Cork annonce qu'il va supprimer 7% de ses effectifs mondiaux, soit 2700 emplois, une économie annuelle de 360 millions de francs. Le groupe a déclaré qu'il "comptait d'ici 2002 porter à 11% sa rentabilité sur capitaux engagés, soit 50% d'amélioration par rapport au niveau actuel".

Cette subvention va servir à enrichir les gros actionnaires, tandis que des milliers de travailleurs risquent d'être plongés dans le chômage, la misère et l'exclusion.

Nous voterons contre cette subvention».

## Région Centre N PONT D'OR OUR BOUYGUES-TÉLÉCOM et la protestation du représentant de Lutte Ouvrière

au Conseil régional

Bouygues-Télécom prévoit d'installer une antenne à Tours, avec paraît-il 400 emplois à la clef dans un premier temps, pour aboutir peut-être à 500.

Au nom de ces éventuels emplois, l'ensemble des collectivités locales se sont financièrement cette entreprise, dont on sait qu'elle ne frôle pas vraiment la faillite.

La région offre une subvention de 3,3 millions de francs, mais avec des

ville de Tours, cela porte le cadeau à 10 millions de francs.

La municipalité de gauche, plutôt discrète sur intervention: cette aide, avoue par ailleurs avoir consenti des rabais sur le prix du terrain.

Jean-Jacques

mises en quatre pour soutenir Prodhomme, élu Lutte grands coups de fonds Ouvrière en région Centre, est intervenu à la séance du Conseil régional du 2 octobre encore une fois été le seul à fiable. (...) s'élever contre cette dilapisommes équivalentes de la dation des fonds publics au permettre aux riches de l'être dans la presse, l'annonce de

rielle depuis le dernier scru-

Voici des extraits de son

« Je ne suis pas d'accord pour justifier la surenchère à laquelle se livrent les collectivités locales, toujours à publics, pour accueillir des entreprises sur leur territoire plutôt que sur celui du voipour dénoncer cette aide. Il a sin! Non, ce n'est pas justi-

Cette politique ne peut que

part du département et de la Ajoutons que la région est plois. C'est même le contraiaux mains de la gauche plu- re, car c'est entre autres à cause de cela qu'après, on fait le constat que l'État ne tient pas ses engagements, en particulier dans les services rendus à la population (routes, enseignement, etc.). On vient de le voir avec l'examen du bilan du contrat de plan État-région.

C'est qu'on ne peut pas servir deux maîtres à la fois: le grand capital et les intérêts de la population. A ce propos, c'est tout un symbole de voir, aujourd'hui même

l'arrivée à Tours d'une un peu plus. Mais globale- antenne de Bouyguesprofit d'intérêts privés. ment, elle ne crée pas d'em- Télécom, à grands renforts de fonds regionaux. Comme si Bouygues n'avait pas pompé assez d'argent public comme ca! Et de voir, juste en dessous, un article relatant une grève avec occupation des locaux à l'agence commerciale de France Télécom, pour protester contre des suppressions d'emplois.

Vous avez là sous les yeux les deux bouts d'une même politique. C'est la vôtre, je vous la laisse, mais je la dénonce et je la combats! »

Correspondant local